

Juillet-Aout 1990 :

LE PAGS SUR UNE PENTE FATALE
UN ÉCLAIRAGE GLOBAL
DES ÉPISODES SUCCESSIFS

par Sadek Hadjerès
socialgerie article 251
le 15 juillet 2010

Fin Mars dernier, avant l'interruption momentanée des publications du site, "SOCIALGERIE" avait annoncé la mise en ligne progressive de nouveaux documents, récits et témoignages relatifs à la crise du PAGS en 1990, crise dont c'est actuellement le vingtième anniversaire.

Plusieurs matériaux et contributions de ce type (voir notamment la rubrique mouvement communiste algérien) ont déjà été publiés pour éclairer cet épisode.

Son déroulement et sa signification en effet demeurent encore en grande partie obscurs ou confus pour l'opinion algérienne et internationale.

L'article présent esquisse une vue d'ensemble de nature à faire le lien entre les diverses contributions et documents qui continueront à être présentés.

(JUILLET-AOUT 1990) :

LE PAGS SUR UNE PENTE FATALE

(Ce texte est la réponse à une question posée à Sadek HADJERES en 2008 par Arezki Metref en prolongement de l'entretien publié dans Le Soir d'Algérie du 1er et 2 Juin 2007)

Arezki Metref : *Comment résumeriez-vous les racines internationales et nationales de la crise qui avait commencé à se nouer à l'occasion des élections municipales de juin 1990 ?*

S. H : Les divergences, à l'occasion du résultat de ces élections, étaient apparues principalement au niveau de l'instance de direction exécutive provisoire issue de 24 ans de clandestinité du PAGS. J'avais fait un premier récit en juin 2007 de la façon dont les débats ont été immédiatement faussés et dévoyés au niveau de cette instance. Comme le démontrera la suite des événements, ces divergences ont été au plan formel sciemment répercutées à différents niveaux en les exacerbant et en violation des normes démocratiques à des fins de manipulation. Mais quant au fond, elles ont surtout révélé des problèmes fondamentaux déjà présents dans un contexte national et international, lui-même en crise.

Toutes proportions gardées, la crise du PAGS fait penser par son dénouement inattendu, à ce qui est arrivé en URSS et d'autres pays du système socialiste d'alors. Elle a surpris le plus grand nombre de ses amis et des militants eux-mêmes. D'où les nombreux questionnements sur les tenants et aboutissants et souvent des approches simplistes en guise d'explications.

Pour ce qui est de l'Algérie, la crise a été le fruit d'une conjonction entre trois facteurs qui s'étaient amplifiés sur la scène nationale et internationale. Ces facteurs n'ont pas seulement porté atteinte d'abord au PAGS mais à l'ensemble de la vie et de la sphère politique algérienne, avec des décalages dans le temps.

Les deux premiers facteurs ont constitué le cadre objectif de la crise. Un contexte géostratégique, économique et politique particulièrement dangereux s'est conjugué avec les menées systématiques et déstabilisatrices des forces hostiles à une évolution démocratique du pays.

Le troisième facteur, plus subjectif, a résidé dans le niveau insuffisant et inapproprié de la riposte politique opposée à ces dangers par les forces et courants démocratiques et progressistes.

Selon les positionnements des acteurs sur l'échiquier politico-idéologique, selon les intérêts matériels et de pouvoir des uns et des autres, des interprétations unilatérales ont été données de la crise et de son aboutissement négatif, tendant à attribuer une importance exclusive à l'un de ces facteurs au détriment des autres, ou à l'inverse, à les ignorer ou les sous-estimer.

En fait, ce n'est pas seulement le poids relatif de chacun de ces facteurs pris en soi qui explique l'évolution fatale. L'impact déstabilisateur de ces trois facteurs a tenu essentiellement aux interactions qui ont démultiplié leurs effets respectifs. Chacun de ces facteurs à lui seul aurait pu provoquer une assez sérieuse déstabilisation, mais surmontable à court terme.

Les trois, en se conjuguant au même moment, ont enclenché des enchaînements qui ont échappé à la perception et à la maîtrise des courants les plus sains du PAGS jusqu'à déboucher à terme sur une implosion politique et organique qui a surpris autant les militants que des observateurs extérieurs.

Voilà pourquoi je cite ci-dessous ces facteurs sans les hiérarchiser ni présumer de l'importance intrinsèque de chacun d'eux.

Le plus instructif pour les leçons à tirer résidera dans les modalités et les raisons de leur enchaînement vers un engrenage fatal.

1- Une situation nationale et internationale exceptionnellement tendue et défavorable, par suite de la montée simultanée et depuis un moment déjà de plusieurs phénomènes liés entre eux :

- **les effets directs et indirects d'une mondialisation capitaliste néolibérale** ultra agressive, que ce soit au niveau des centres impérialistes occidentaux ou de leurs relais dans le monde arabe et musulman.
- L'impact néfaste de cette mondialisation financière capitaliste s'est exercé **sur un terrain national déjà fragilisé** par les déstructurations et le glissement à droite de l'époque Chadli ;
- **l'affaïssement inopiné des systèmes étatiques et politiques les plus importants du socialisme mondial**, qui constituaient jusque là - on l'a mieux compris plus tard - un rempart appréciable contre l'agressivité impérialiste, la cupidité des multinationales et les complicités des régimes du monde arabe et islamique (juillet 2010 : lire à ce sujet l'article de Dominique Vidal dans Manière de Voir : le temps des Utopies) ;
- l'infléchissement et la **manipulation réactionnaire des représentations identitaires** dans chaque pays, particulièrement celles de plusieurs courants islamistes émergeant dans des formes virulentes comme expression du large mécontentement social et politique contre l'arbitraire et la corruption du pouvoir, alimentant ainsi à travers des actes d'intolérance et de violence une contestation de plus en plus hostile à des restructurations démocratiques.

2- Une opération technique de déstabilisation menée par les clans les plus influents de la police politique algérienne

utilisant ses relais au sein même des organisations du PAGS.

L'opération visait la mise sous contrôle des appareils de direction et des chaînes de communication et de transmission organiques du PAGS au moment le plus fragile et le plus complexe de leur reconversion à la

légalité.

Elle était destinée à perpétuer une stratégie autoritaire du pouvoir d'Etat battue en brèche en Octobre 88.

Ces milieux étaient hantés par le spectre d'une contestation radicale que l'avènement du multipartisme risquait d'engendrer au détriment de leurs privilèges financiers et de pouvoir.

Le même spectre anticommuniste avait déjà motivé l'interdiction du PCA en novembre 1962 et sa répression après le coup d'Etat du 19 juin 65, par crainte d'une montée déjà sensible du mouvement social et démocratique de protestation que ce parti animait avec succès.

3- De sérieuses insuffisances politiques et idéologiques dans les rangs du PAGS

lui-même. Elles étaient latentes ou déclarées durant la longue clandestinité d'un quart de siècle. La légalité avait vocation de les surmonter par le débat libre et contradictoire et le travail de formation politique, en faisant fructifier à travers les nouvelles luttes les points forts d'une riche expérience et la découverte des faiblesses favorisées en partie par la clandestinité.

Sans sous estimer le caractère déterminant des deux premiers, je considère ce troisième facteur comme le plus important pour la réflexion d'avenir des partisans du socialisme et de la démocratie, membres ou non du PAGS.

Ses enseignements sont irremplaçables pour les mouvances démocratiques de divers horizons idéologiques.

Souligner le caractère décisif de ce facteur ne dispense certes pas d'analyser les deux facteurs précédents. Ces deux derniers ont en effet constitué le lourd environnement objectif, hostile aux aspirations concrètes de la majorité de la population.

Mais les capacités subjectives de riposte et d'adaptation à ces deux facteurs défavorables sont du ressort direct des partisans d'un avenir démocratique et social pour l'Algérie et pour un monde libéré des menaces actuelles.

Nul autre ne tirera pour nous ces enseignements à notre place.

D'où l'importance de désigner, avec sang froid et sans écarts subjectivistes, les phénomènes et les mécanismes qui ont marqué cette crise, parce qu'ils ont été pour la plupart occultés ou mal connus, à cause à la fois des modes de fonctionnement hérités de la clandestinité et des intrigues policières occultes.

Certaines révélations sur ces faits, émanant de moi-même ou d'autres témoins et acteurs que j'invite à contribuer de façon sincère et constructive, seront surprenantes et pourront soulever de vives réactions subjectives. Des réactions humainement compréhensibles, au regard de tant d'espoirs et de confiance qui avaient animé les citoyens honnêtes et les militants sincères.

Dans un bilan qui gagne à rester serein, je tiendrai compte le plus possible des sensibilités et susceptibilités, pour des raisons à la fois humaines et politiques.

Car les responsabilités par delà les individus ou les groupes sont à rechercher avant tout au niveau de leurs racines dans les problèmes de société et d'institutions.

J'ai souvent souligné ce fait à propos des lourdes erreurs nationalistes ou graves méfaits qui ont marqué la guerre de libération.

J'insiste sur les limites et la stérilité des approches qui en restent à culpabiliser des individus ou des groupes, en ignorant les raisons profondes qui les ont trompés et dévoyés, en ignorant tout simplement les données historiques pour s'enliser dans des polémiques malsaines dont les anciennes et les jeunes générations sont lassées et même indignées quand elles apparaissent comme des diversions à la mobilisation pour la solution des problèmes actuels.

Une chose compte par-dessus tout. En dernier ressort, quelle est la force suprême qui soude et galvanise les acteurs engagés dans les causes justes, vers une société et un monde de paix, d'égalité et de justice sociale, de libertés et de droits humains ?

C'est la clarté et l'objectivité dans les relations et les débats.

Elles sont capables de fonder une confiance raisonnée entre des acteurs tournés vers un avenir progressiste. Il est important de forger cette confiance révolutionnaire, de la préserver contre les risques de trahir les espérances.

La transparence n'est pas une qualité qui tombe du ciel ou dépendrait essentiellement du caractère des individus. C'est un problème important et décisif qui se pose à tous ceux qui œuvrent à une transition démocratique.

Le sort qu'a connu la « glassnost » (transparence) au cours de la « perestroïka » tentée dans la deuxième moitié des années 80 en URSS, confirme que son instauration dépend des efforts engagés pour protéger aux différents niveaux le fonctionnement des instances contre les effets néfastes à la fois de l'autoritarisme dirigiste et de l'anarchie pseudo démocratique

La transparence d'un fonctionnement politique au service d'une cause démocratique et sociale progressiste ne peut résulter que d'une construction et d'un effort collectifs.

C'est le résultat d'une pratique vigilante et de règles jalousement et courageusement défendues à contre-courant des intrigues hégémonistes favorisées aussi bien par les pulsions autoritaires intolérantes que par le laxisme irresponsable. Ces tendances et pratiques négatives existent non seulement dans les courants conservateurs et réformistes mais aussi parmi les progressistes radicaux submergés par les pratiques et les mentalités perverses ambiantes dans la société et les sphères du pouvoir.

L'expérience de classe acquise sur le terrain de la lutte contre l'exploitation sous toutes ses formes est un des acquis fondamentaux qui restent à préserver face aux tentations et reniements révisionnistes. Mais il reste une tâche importante et jusqu'ici sous estimée, à résoudre par les partis et le mouvement progressiste à l'échelle internationale. C'est celle **du contenu et des formes à donner à l'exercice du pouvoir, de toute forme de pouvoir, dans les relations avec la société comme au sein de ses propres organisations.**

Il est vital que les générations nouvelles soient mieux armées quant aux illusions et aux embûches prévisibles et normales des combats qui les attendent, des combats rendus incontournables par l'entêtement et les appétits des forces d'oppression et d'exploitation.

Éclairer ce chemin et ses obstacles est l'objectif des documents, témoignages et récits que je mets progressivement en ligne. Ces matériaux concernent des problèmes et des épisodes surgis pendant le déroulement de la crise de 1990 du PAGS ; mais aussi en amont et en aval, susceptibles d'éclairer le déroulement, la signification et les enseignements de cette crise.

Bien entendu, il est hautement souhaitable que cette recherche historique et politique ne se limite pas aux efforts de quelques uns, et qu'elle s'enrichisse des contributions largement ouvertes à « Socialgérie » et tous autres lieux de recherches, de débats et d'échanges.

Sadek Hadjerès

le 15 juillet 2010

JUILLET 1990 :
COUP D'ENVOI DE L'OFFENSIVE
ANTISOCIALE
SOUS LE FAUX PRÉTEXTE DE
LUTTE ANTI- INTÉGRISTE

UNE DES FACETTES PRINCIPALES
DE LA CRISE DU PAGS

par Sadek HADJERES
socialgerie article 255
le 17 juillet 2010

"Socialgerie" a esquissé dans sa précédente livraison (article 251) une vue d'ensemble des racines principales du glissement du PAGS l'éloignant de sa vocation fondamentale.

Le site avait également fourni les mois précédents les références à des contributions individuelles qui avaient mis en garde à l'époque contre ce glissement.

À partir d'aujourd'hui, et avec la même préoccupation constructive, le site présentera plusieurs des facettes qui illustrent ce processus de dégradation et la façon dont il a échappé à la vigilance de ses militants comme à l'attention de l'opinion progressiste.

Dans cette première suite aux articles précédents, sont indiqués quelques exemples de l'abandon du terrain des luttes sociales.

L'abandon délibéré a non seulement porté tort aux intérêts des couches populaires et laborieuses, il a aggravé surtout la désorientation et la déstabilisation croissantes du champ politique sous les pressions conjuguées des courants hégémonistes opposés, pour qui le "salut" de l'Algérie ne saurait passer que par la confrontation violente et le poids des armes.

Ces illustrations seront suivies dans d'autres textes par une approche du socle stratégique (politique et socio-économique) qui a sous-tendu ces dérives.

Seront également présentés plus tard quelques évènements et épisodes instructifs du glissement fatal vers la perte d'autonomie puis la dispersion organique.

JUILLET 90 : COUP D'ENVOI DE L'OFFENSIVE ANTISOCIALE SOUS LE FAUX PRETEXTE DE LUTTE ANTI-INTEGRISTE

De juillet à décembre 90, l'abandon du social proclamé en juin par le groupe de liquidateurs du PAGS s'accroît dans les faits.

La couverture idéologique va en être fournie par le projet de RPI (« résolution politico-idéologique ») conçue insidieusement comme projet de transition algérienne à l'insertion dans le néolibéralisme mondial.

D'anciens camarades, m'ont dit honnêtement en quoi ils avaient été trompés. Ils avaient cru un moment que le PAGS avait intérêt à décrocher de la lutte sociale « pour mieux se consacrer au combat contre l'intégrisme ».

Détrompés depuis, mais confus de leur méprise, certains invoquent qu'il n'était quand même pas facile dans les conditions de l'époque d'engager un tel combat. L'un d'eux m'avait même suggéré, sans trop y croire, que nous n'avions pas les moyens matériels d'une telle lutte, alors que le FIS en était abondamment pourvu.

Je lui rappelais combien nos jeunes camarades se moquaient des bureaucrates ou « khobzistes » de la JFLN qui ne pouvaient pas bouger le petit doigt sans être assurés de locaux, de voitures, de finances et d'ordres de mission. Et en fin de compte, ils ne faisaient rien d'autre que des discours ronflants, alors que nos camarades volontaires dénués de tout parvenaient à joindre les paysans pauvres et ouvriers agricoles au fond de leurs campagnes pour débattre avec eux et les mobiliser.

La différence était que pour eux, comme aux yeux de tout le monde, le social était la vraie carte d'identité du PAGS.

Peut-être les camarades conscients de leur méprise, confondaient-ils pour s'excuser les dures années à partir de 1992 et les deux années 90 et 91 où les luttes sociales étaient non seulement nécessaires et rentables mais tout à fait possibles.

Or même durant les années plus difficiles, les militants qui avaient rejeté les faux arguments de l'abandon social, ont su trouver des formes pour mener avec leurs collègues de travail ou amis de quartiers des actions de solidarité mutuelle, faire valoir leurs droits, protéger leurs instruments et installations de production, assurer la continuité de leurs chantiers ou des activités de leurs services etc.

Cela irritait sans doute les activistes de l'intégrisme, mais leur valait la sympathie et une protection même non avouées de leurs collègues et voisins.

Leurs aînés avaient fait de même durant la guerre de libération, ils reprochaient d'ailleurs à ceux qui se réclamaient de l'UGTA de venir seulement les voir pour percevoir des cotisations mais étaient absents quand des actions étaient engagées par les travailleurs à la base.

Durant les années 90, nombre de ces militants ont payé de leurs vies la fidélité à leur engagement syndical, comme le regretté Belazhar à Constantine qui fut l'un des premiers de ces victimes. [1]

J'ai évoqué en 2006 à l'occasion de l'anniversaire de la fondation du PCA, comment Hafidh Megdoud, travailleur du port, avait été arraché à la vie en Novembre 1995 dans son quartier, sous les balles des terroristes que lui et ses compagnons avaient mis à plusieurs reprises en échec syndical et politique sur leurs lieux du travail.

Ils avaient réussi des grèves professionnelles ou d'intérêt national auxquelles les amis idéologiques et politiques des terroristes, aussi bien que les autorités administratives du port, avaient tenté en vain de s'opposer.

Quelques jours avant son assassinat, contre toute légitimité démocratique, il avait été suspendu du conseil d'administration de la Mutuelle des Transports où il représentait les travailleurs.

Il a perdu la vie à la veille du renouvellement du conseil syndical du port d'Alger où les dockers s'approprièrent à le reconduire dans ses responsabilités.

Lorsque sous la pression d'une actualité dramatique et dramatisée en juin et juillet 90, la majorité de l'exécutif du parti a accepté passivement la directive contre nature de bloquer l'action sociale et syndicale, le

PAGS et la cause démocratique se sont discrédités et les travailleurs sous pression intégriste ont été désorientés.

Ils ont été livrés aux réactions subjectives de leur environnement, sans orientation cohérente et convaincante en mesure de les faire réfléchir.

Les capacités de mobilisation se sont affaiblies sauf dans les zones traditionnellement les plus combattives et comptant des cadres mieux trempés par les luttes passées, capables de réfléchir par eux-mêmes, comme dans les complexes de la zone industrielle de Rouiba, ceux d'El Hadjar, les ports, certaines régions paysannes, etc.

Ces zones ont constitué des noyaux de résistance et d'initiative mais leur impact n'était plus le même que s'il y avait eu un large consensus, une coordination politique et pratique cohérente et un mouvement de masse à l'échelle nationale.

On mesure mieux ce que la cause démocratique a perdu par quand on sait les actions remarquables menées ultérieurement malgré ce sabotage.

Sait-on par exemple que Abbassi Madani voulait lancer son appel à la grève générale du FIS en mai 91 à partir du complexe métallurgique d'El Hadjar, ce qui aurait été hautement symbolique.

Les travailleurs lui en ont massivement interdit l'entrée.

Une violente bataille s'est menée entre eux et des bandes d'hommes de main de la région venus sans résultat forcer l'entrée du complexe.

Il y avait là une classe ouvrière, des salariés et des cadres formés durant le quart de siècle écoulé, dans les luttes par ateliers ou à l'échelle du complexe et de la région. Il y avait des responsables syndicaux éprouvés comme leur leader Derradji Dilmi, qui au congrès du PAGS, quelques mois auparavant, avait obtenu avec moi le plus grand nombre de suffrages, devançant Hachemi Cherif d'environ cent cinquante voix (chiffres que les compte rendus de la brochure officielle ont ensuite totalement occultés).

Je me souviens comment la cellule des travailleurs du port d'Alger a magistralement préparé sa participation à la grève nationale lancée par l'UGTA au printemps 91 (date ?).

L'appel de la Centrale liée au pouvoir avait sans doute, comme d'habitude, des arrière-pensées politiciennes mais ça ne justifiait pas la position équivoque de la nouvelle direction du PAGS qui n'avait pas pris ouvertement position pour la grève.

Pour une fois que la centrale faisait quelque chose de positif, la direction du PAGS déclarait de façon bizarre qu'il appartenait seulement aux travailleurs à la base de se prononcer.

Bien sûr que démocratiquement c'est toujours à eux que revient sur chaque lieu de travail le dernier mot. Mais il appartenait au parti de donner son opinion, et de renforcer le contenu démocratique et social de l'action, sans s'enfermer dans les calculs politiques et les luttes de clans au sein du pouvoir.

La direction du parti aurait même dû encourager l'initiative, si elle n'avait pas été paralysée par l'inadmissible orientation de l'année précédente, consistant à mettre les bâtons dans les roues à tout mouvement social issu de la base.

Les travailleurs de la cellule PAGS des dockers l'ont compris.

Je les voyais en réunion mettre au point de façon minutieuse les mots d'ordre politiques liés au social, les dispositions pratiques et la répartition des tâches pour les différents rôles du port et par postes de travail.

Ils le faisaient sous le regard plein de méfiance d'une camarade au comportement de « garde rouge » de la révolution culturelle maoïste, envoyée à la réunion par la direction pour « surveiller » et rendre compte plus haut. Carnet en mains, elle prenait note fébrilement de tout, particulièrement de ce que je disais !

Des travailleurs présents m'ont rapporté plus tard comment ils avaient été prévenus contre moi pour ne pas m'écouter et comment mes propos et mes opinions étaient déformés. La grève fut un succès, localement et sur tout le territoire, en dépit des efforts du SIT (le syndicat du FIS) pour la contrarier.

La démonstration inverse a été faite quelques semaines plus tard quand les travailleurs ont mis en échec la grève que le SIT avait lancée pour mesurer son audience en faveur du FIS.

J'ai constaté toujours le même élan de mobilisation chez nos camarades, pourtant placés sur le port comme dans leurs quartiers aux premières lignes des pressions intégristes et anticommunistes.

Je me suis souvenu comment leurs aînés du temps de l'occupation coloniale et de la guerre de libération avaient fait preuve d'une maturité, y compris internationaliste, qui étonnait nos partenaires nationalistes.

Certains de ces derniers se demandaient pourquoi les dockers se laissaient mener par « Baptiste », un de leurs leaders élus par eux, à côté des autres camarades algériens. Il était européen d'Algérie, mais vétéran éprouvé des luttes syndicales et politiques sur le port, raison pour laquelle ses frères de classe n'auraient pas toléré comme on dit que quelqu'un vienne « toucher à un seul de ses cheveux » (il était chauve !).

Les étonnés de bonne foi ou les détracteurs malveillants imaginaient toujours que les rapports envers les travailleurs de la base étaient nécessairement des rapports de domination et de manipulation de la part des responsables, qu'ils soient algériens musulmans ou pieds noirs,

Ils ne comprenaient pas que l'autorité de Baptiste et le respect que les dockers lui portaient venaient de son engagement à leurs côtés, d'une disponibilité dénuée de paternalisme et empreinte de franchise qu'ils ne trouvaient pas chez nombre de leaders parachutés par le MTLD.

On le voyait être comme hiver avec son béret à cinq heures du matin sur les lieux d'embauche, le premier à recevoir les coups des CRS en cas de répression.

Ils avaient eu maintes fois l'expérience que ses conseils étaient les bons pour faire aboutir leurs revendications, alors que d'autres qui se disaient leurs « frères » les avaient trompés soit par des attitudes timorées soit par aventurisme.

L'explication des niveaux de conscience des uns et des autres dépasse les clivages d'identité nationale, religieuse ou linguistique.

C'est l'expérience des luttes solidaires qui forge les mentalités, qui donne aux travailleurs le goût de l'unité d'action et alimente une maturité commune au-delà de leurs différences. Et non pas les injonctions et les « fetwas » dictées par le haut, surtout si elles ne correspondent pas aux intérêts des individus et de leurs collectivités.

N'est-ce pas ainsi qu'on peut mieux comprendre aujourd'hui, en ces années 2000, la montée de mouvements de plus en plus puissants et responsables comme ceux qu'ont animés à la surprise générale les enseignants ou les lycéens de la nouvelle génération ?

Voilà des mouvements et des événements que les cercles antisociaux sont incapables de comprendre, autrement que par les manipulations de chefs d'orchestre à qui il suffirait, par un signe de leur baguette magique, de leur dicter que la grève est hallal ou haram.

« Haram », ont estimé une fois de plus, à l'automne 90, un mois avant la tenue du Congrès du PAGS, ceux qui, quatre mois auparavant, en juillet, après leur ralliement intégral à un clan du pouvoir, avaient décrété que faire grève pour plus de bien-être, de dignité et de liberté était une diversion à la lutte contre l'intégrisme.

Cette fois, en novembre, les paysans de diverses régions du pays, aidés par nos camarades locaux et à l'échelle centrale, avaient préparé une marche à Alger pour présenter leurs problèmes au gouvernement.

La montée de ce mouvement social ne plaisait pas à ceux qui faisaient tous leurs efforts pour le freiner.

Nos chevaliers du respect strict de la Constitution n'ont pas trouvé anticonstitutionnel le fait pour eux de s'opposer au droit de manifester des paysans frappés dans leurs intérêts pourtant concédés et garantis par la loi.

Nos apparatchiks modernistes considéraient cela comme du populisme, alors qu'ils n'avaient pas un seul mot pour condamner la ruée des bureaucrates de l'appareil d'Etat pour s'emparer des exploitations que les paysans, privés des subventions et du soutien auquel ils avaient droit, étaient contraints d'abandonner.

(Plus tard, la publication des listes de ces accapareurs dans la presse avait été interrompue suite aux pressions des cercles d'accapareurs exercées sur le gouvernement réformiste).

Les camarades de la direction qui soutenaient les luttes paysannes se heurtèrent au sabotage et à l'obstruction acharnée des membres du clan qui se démasquera plus tard avec le « FAM ».

Usant d'arguments contradictoires et de prétextes pointilleux, ils retardaient de jour en jour la rédaction de l'appel aux fellahs.

Feignant l'indignation théâtrale, leur leader protesta contre l'envoi par le département de presse d'une ronéo disponible aux paysans de Bordj Bou Arréridj et de l'Est, sous prétexte que l'envoi avait été fait sans discussion ni autorisation préalable.

Comble du ridicule, ils ont fait envoyer quelqu'un pour la récupérer alors qu'elle était inutilisée au local central !

Des pressions administratives ont été exercées dans le même temps sur des privés qui devaient assurer le transport des délégations.

Tous ces barrages n'ont pas empêché que les paysans venus de partout ont manifesté jusqu'au Palais du Gouvernement où leur délégation que je conduisais a été reçue par le Chef du gouvernement, qui était alors en réunion.

La manifestation aurait été plus importante si tant d'obstacles n'avaient pas été dressés par les défenseurs à sens unique de la Constitution.

Dans les faits, ils privaient les droits sociaux et libertés démocratiques proclamés par cette Constitution, du soutien actif des couches sociales qui y étaient les plus intéressées.

Les délégations paysannes ont reçu au local central du parti un accueil chaleureux des militants et des cadres heureux de les écouter.

On a vu alors dans l'assistance le spectacle attristant de ceux qui avaient fait leur possible pour bloquer les paysans, se joindre à eux avec des sourires pour les « récupérer ».

Deux faits ressortaient de la manifestation.

D'une part, les actions à caractère social et démocratique étaient possibles, bénéfiques et mobilisatrices. Loin d'être une diversion, elles étaient d'un apport irremplaçable à la cause démocratique et sociale, qui ne se confondait ni avec les intérêts des couches bureaucratiques au pouvoir ni de ceux qui rêvaient de « devenir califes à la place du calife ».

D'autre part, la base militante du parti et sa base populaire potentielle étaient pour une option démocratique indissolublement liée à un contenu social.

C'était leur manière de s'opposer à l'option antidémocratique et faussement sociale de l'islamisme politique alors incarné par le FIS.

C'était aussi leur manière de se démarquer de l'option faussement démocratique des couches petites bourgeoises hégémonistes allergiques au social.

Nous étions à un mois du Congrès, quelques jours avant que je n'informe par une lettre écrite motivée les membres de l'exécutif de ma décision mûrie depuis longtemps de ne plus assumer ma fonction de premier Secrétaire après le Congrès.

La forte manifestation du courant militant favorable aux actions autonomes du parti, telle que celle qui venait de se dérouler, a-t-elle incité les intrigants à accentuer leurs pressions contre l'unité d'action et l'initiative autonome du parti ?

N'ont-ils pas compris qu'il leur fallait redoubler d'intrigues pour enfermer le PAGS dans l'alignement sur les positions d'une partie de la hiérarchie militaire qui se sentait menacée par les prétentions hégémonistes du FIS mais qui restait peu soucieuse de respecter les aspirations démocratiques et sociales de la base populaire qui souhaitait se libérer du joug de la hogra et de la malvie.

Un an plus tard, à l'automne 91, quand ces hautes sphères auront organiquement réalisé en grande partie leur projet de main mise et de contrôle direct ou indirect sur les appareils du parti, une autre délégation paysanne, venue cette fois de la région de Tiaret (je l'évoque par ailleurs) aura confirmé elle aussi deux constats.

Le premier constat est que des actions revendiquant la justice sociale étaient encore possibles malgré la plus grande dégradation du climat politique dans le pays.

Développer ces indices de vitalité démocratique dans les profondeurs du pays était encore plus souhaitable pour contrecarrer la dégradation et la confusion grandissantes.

L'urgence était de faire converger les élans de combativité sociale comme socle d'un rassemblement démocratique dans l'action, qui soit autre chose qu'un alignement sur les magouilles électoralistes que mijotaient les apprentis sorciers du pouvoir, celles qui allaient aboutir aux législatives de décembre avec les résultats que l'on sait.

Le deuxième constat est au contraire, que la direction, comme je le relate dans un autre récit à propos de cette délégation paysanne remarquable, va pousser plus loin l'obstruction que l'année précédente.

Elle va s'enfermer cette fois dans le rejet frontal, cynique et brutal, de toute forme d'action sociale.

C'était signer la mort du rôle socio-politique d'un PAGS moribond depuis qu'il avait cédé aux pressions visant à le faire renoncer à son identité fondamentale de parti national des travailleurs et des couches déshéritées.

Cet effacement historique ne bénéficiera pas à ses initiateurs les plus virulents.

Le « FAM » proclamé à grand fracas n'aura pas vécu plus d'une journée, le temps de son annonce par voie de presse, réduit ensuite aux diatribes de quelques individus dans l'hebdomadaire enchaîné de Mahmoudi, qui ne laisseront plus aucun doute sur leur filiation.

À quoi attribuer la régression, grave même si elle ne reste que provisoire sur la longue durée, du projet communiste porté par un parti qui se voulait au départ un instrument de libération sociale au sens le plus fort du terme ?

Était ce seulement lié, avec la montée de l'islamisme politique, à l'irruption de conflits virulents d'apparence identitaire, dans lesquels la manipulation des idéologies a servi de couverture à la rivalité de deux hégémonismes politiques ravageurs ?

Le peuple en a payé la douloureuse facture, mais aussi le PAGS.

L'entrée planifiée d'une fraction du PAGS dans une logique qui sacrifiait le social, ne l'a-t-elle pas rendu plus vulnérable en accentuant le dévoiement de ses faiblesses idéologiques et politiques ?

C'est une partie de l'explication.

Une autre explication me paraît encore plus forte et pertinente, elle n'est du reste pas contradictoire avec la précédente.

Ce conflit interne à l'Algérie s'est inscrit à ce tournant de 1990 dans une évolution mondiale majeure.

Elle a vu au nom de la mondialisation-globalisation financière, remettre en cause les avancées précédentes des idéaux foncièrement démocratiques et sociaux.

Les artisans de la liquidation du PAGS ont appelé cela par euphémisme un projet socio-économique rénovateur et « moderniste » opposé à l'archaïsme, tel qu'ils l'ont développé dans l'éphémère et fantomatique « RPI » (Résolution Politico-Idéologique).

Celle-ci avait été pompeusement présentée comme un monument qui allait révolutionner l'Algérie.

Il y a lieu de l'examiner comme paravent idéologique de l'opération « déstabilisation » menée contre le PAGS entre juillet et décembre 90.

[1] [Le 9 septembre 1992, Belazhar, militant syndicaliste et enseignant universitaire est tué à Constantine par un groupe armé.](#)

*1990 : RETOUR SUR CRISE DU
PAGS (SUITE 2)*

**JUILLET-AOÛT 1990 :
DE QUELLE STRATÉGIE
ANTICRISE
L'ALGÉRIE AVAIT-ELLE
BESOIN ?**

*CONVAINCRE ET MOBILISER
OU*

DECRETER ET INTERDIRE ?

par Sadek HADJERES

socialgerie article 254

le 17 juillet 2010

Dans la situation de juillet et Août 90, les remous qui agitaient le PAGS tournaient autour de la question concrète suivante : quelle bataille sur le terrain était-il souhaitable et possible d'engager ?

Le vrai combat, le rôle qu'on voulait faire jouer au PAGS, et au-delà de lui aux forces attachées aux libertés démocratiques, devait-il se réduire à des constats incendiaires et alarmistes, à lancer des proclamations idéologiques, envoyer des fax, se faire les hauts parleurs pour la « bonne cause » dans des formes et des orientations décrétées ailleurs sans avoir été réellement discutées, s'en tenir à dénoncer le caractère non-conforme à l'esprit de la Constitution concernant l'agrément du FIS ainsi que ses agissements ?

Les anathèmes théoriques fondés ou non, les injonctions et les « Il n'y a qu'à...interdire » ne coûtaient rien à ceux qui les prononçaient.

JUILLET 1990 :

**QUELLE STRATEGIE POUR LES FORCES
DEMOCRATIQUES :**

*Convaincre et Mobiliser
ou décréter des interdictions administratives ?*

Camper sur ce rôle passif et suiviste en perdant son autonomie de décision et sa liberté d'action, c'était défoncer des portes ouvertes, ressasser une évidence dont le démocrate le moins informé était convaincu. C'est pourtant à cette activité que les chefs d'une conspiration liée à certains cercles du pouvoir voulaient que le parti consacre ses forces et son attention, en même temps qu'à la chasse aux sorcières

contre ceux qui ne partageaient pas leur point de vue, dans l'esprit du précepte tranchant : « qui n'est pas avec nous est contre nous ». Quant aux « luttes sociales, politiques et idéologiques, c'était des remèdes de bonne femme » prétendaient-ils par rapport à la médication miracle qu'ils préconisaient (formule de Medjaoui dans son ouvrage des « Yeux bleus » p. 433).

Certains de bonne foi ont accepté l'idée de la manipulation initiée par un groupe de « décideurs » occultes, estimant à tort qu'elle pourrait faire pression sur l'ensemble du pouvoir pour annuler les élections et interdire le FIS dès l'épisode des élections municipales. Mais même si on partageait cette thèse discutable, l'efficacité du procédé était loin de correspondre aux calculs souhaités par ce groupe. La manipulation ne pouvait entraîner qu'un cercle limité de convaincus ou de gens tenus par diverses contraintes. Loin d'élargir la base sociale et politique capable de soutenir cette initiative, elle réduisait et détruisait cette possibilité en portant de plusieurs façons un coup non seulement au PAGS dont on escomptait qu'il en devienne l'instrument par sa forte audience, mais à l'ensemble du mouvement progressiste et démocratique.

La mission déclarative et incantatoire qu'ils assignaient au parti, en croyant peser sur le pouvoir, pouvait peut être donner des satisfactions morales et un semblant d'assurance aux états-majors politiques parmi des démocrates réels ou autoproclamés, c'est-à-dire à des cercles déjà convaincus.

L'ancrage réel de ces cercles dans la société n'avait pas eu auparavant le poids suffisant pour empêcher la décision du pouvoir d'agréer une formation politique islamiste (le FIS) dont les dirigeants proclamaient pourtant agressivement la soumission du politique à l'identitaire islamiste tel qu'ils le concevaient, (c'est-à-dire rejetant ouvertement le projet d'Etat démocratique).

La décision avait été prise en 1989 par le pouvoir en place de « Chadli » en dehors et en dépit de la volonté des organisations démocratiques, affaiblies par leur dispersion et leurs préoccupations particulières au moment de leur émergence à la légalité.

Le pouvoir était soucieux surtout, comme au cours des décennies précédentes, d'établir contre les organisations progressistes et démocratiques des contrepoids conservateurs ou réactionnaires et de fausses symétries idéologiques qui facilitent ses calculs d'hégémonie et de division.

Face aux calculs politiques persistants dans un pouvoir fondé sur l'arbitraire et le fait accompli, face en même temps à la grosse vague populiste qui a prolongé Octobre 88 sous la forme d'un islamisme politique autoritaire et intolérant, il se posait pour les courants démocratiques et pour le PAGS un problème de rapport de forces politiques.

Comment parvenir à instaurer dans le rapport de forces national un changement favorable aux courants et aux aspirations démocratiques ?

Quelles forces sociales profondes, au-delà de certaines « élites » imbues à des degrés divers d'esprit et de culture démocratique, parviendrait-on à convaincre et mobiliser pour barrer la route aux menaces réelles de déchirement du pays ?

Par quelles voies les entraîner à l'action pour faire appliquer les progrès récents mais restés formels dans la Constitution et dans la loi sur les partis et les associations ?

L'ABANDON DU TERRAIN : RÉPONSE ERRONÉE ET DANGEREUSE À UNE VRAIE QUESTION

En réponse à cette vraie question, les futurs protagonistes du FAM martelaient : « Surtout pas d'action ou d'initiative politique, sociale et idéologique, tout cela fait diversion à la lutte contre l'intégrisme ».

Alors, en l'absence d'action dans ces divers domaines, ça devait être quoi, la lutte contre l'intégrisme ? Les invectives à distance, pour meubler l'attentisme et l'espoir impatient et passif que le pouvoir et l'armée viennent enfin mettre de l'ordre dans tout cela ? Et pendant cette attente, les cercles intégristes qui manipulaient et dirigeaient la vague islamiste, vont-ils rester les bras croisés, arrêteront-ils leur travail intense social, idéologique et politique ?

Ce qui, pour tromper son monde, était présenté par des infiltrés comme devant être la stratégie d'un mouvement communiste rénové, était dans les faits une désertion pure et simple du terrain des luttes réelles.

Pourtant les possibilités existaient à ce moment là et tout au long de l'année suivante, c'est-à-dire avant que s'enclenche l'engrenage funeste de la violence armée, d'engager de telles luttes avec des résultats tangibles.

On pourrait en citer des exemples nombreux, tels que ceux figurant dans mon rapport pour l'Assemblée d'août 90, un rapport qui m'avait été demandé par l'exécutif et qui à la dernière minute, a été escamoté et n'a pas été présenté (voir le récit de l'assemblée d'août, de ses préparatifs et de son déroulement ; ce récit et le rapport en question seront mis en ligne prochainement)

Faute de stratégie appropriée, remplacée par les approches politiciennes du pouvoir, le terrain a été abandonné aux ambitions des islamistes les plus hégémonistes .

Il ne s'agissait pas du tout, j'y insiste, contrairement aux assertions malveillantes à ce sujet, de rechercher des alliances compromettantes avec des directions islamistes hostiles (à supposer que cela soit accepté par elles).

Depuis sa naissance, la stratégie du PAGS, (prolongeant aussi celle du PCA) a consisté comme finalité et moyen, en des efforts de mobilisation à la base autour d'objectifs reconnus communs, y compris envers des courants politiques éloignés idéologiquement de nous et comprenant en leur sein des composantes hostiles. Nous avons toujours encouragé la concertation en direction de personnalités représentatives de ces courants autour d'objectifs minimum communs. Ce faisant, l'objectif essentiel était non pas de constituer des coalitions au sommet fragiles et coupées de la base, mais de favoriser au sein de ces courants et dans leur base des décantations positives sous la pression de l'opinion et des besoins nationaux.

MALADRESSES OU CARENCES POLITIQUES GRAVES ?

Le fait d'abandonner le travail sur le terrain autour des problèmes vécus par les gens partout où c'était possible, le fait de remplacer ces efforts par des diatribes médiatiques irréflechies quant à leurs répercussions, a entraîné une conséquence encore plus grave que l'éloignement ou la désaffection des masses.

Les invectives ont aiguisé des coupures hostiles avec de larges secteurs de la population, créé dans de nombreux milieux populaires la conviction que les communistes étaient vraiment ce que leur déversaient des sermons religieux virulents, c'est-à-dire à la fois des alliés du pouvoir et des ennemis de l'islam.

Le manque d'attention de certains camarades envers les sensibilités populaires a eu souvent des conséquences déplorables dans les milieux croyants sincères et honnêtes, c'est-à-dire les milieux à qui la distinction entre islam comme religion et l'islamisme comme politique apparaissait peu clairement ou pas du tout à ce moment.

Le « La Yadjouz » n'a pas été le monopole des courants sectaires islamistes. Il a eu aussi des adeptes chez des camarades dans sa version communiste.

La résurgence des intolérances élitistes dans les rangs progressistes a fait le jeu de la propagande intégriste alors que le PAGS s'était jusque là efforcé de faire reculer ce genre d'incompréhensions et de confusions en son sein et y avait réussi en partie.

Au moment où plus que jamais, l'enjeu stratégique était la conquête politique des masses populaires sur des bases justes, les intolérances élitistes de militants sincères mais obnubilés par le sectarisme envers la foi religieuse massive de la population, ont contrecarré les efforts courageux des camarades notamment les jeunes, qui faisaient front de manière offensive dans les cités et quartiers les plus chauds, comme j'ai eu l'occasion de le constater directement et de façon spectaculaire à la cité des Dunes d'El Harrach, sur la route de Bordj El Bahri.

Les activistes virulents de l'islamisme politique exploitaient à fond auprès des croyants chacune des bourdes et maladresses de camarades rendus encore moins soucieux et respectueux de leurs concitoyens par les appels irréflechis et irresponsables à l'interdiction du FIS à ce stade, qui ne pouvait apparaître alors que comme une injustice après sa reconnaissance officielle, toute inadéquate et complaisante qu'elle ait été.

Durant la campagne électorale des municipales, une affiche du PAGES représentait par exemple le visage d'un barbu barré d'une large croix. L'auteur et le propagandiste voulaient sans aucun doute appeler à barrer politiquement la route à l'intégrisme.

Les militants du FIS ont placardé eux-mêmes l'affiche devant toutes les mosquées pour dire : vous voyez, ils appellent à assassiner chacun de nous (yaqdhwi a'lina bel wahed).

Un autre dessin pour dénoncer la vie chère montrait un marchand de légumes devant son étal aux étiquettes de prix astronomiques. Evidemment, du visage réjoui de ce spéculateur type, descendait une barbe qui lui couvrait toute la poitrine pour ne laisser aucun doute sur ses opinions et son appartenance politiques.

On ne pouvait pas faire mieux dans la provocation et paraître oublier (et pardonner du même coup) d'innombrables et puissants spéculateurs sans barbe, ceux par exemple qui jusqu'au sein du pouvoir et des administrations centrales ou régionales s'étaient emparés sans honte des terres provenant du démantèlement du secteur agricole !

Ceux qui avaient commencé à être démasqués dans la presse par les listes officielles que le gouvernement Hamrouche avait entrepris de publier jusqu'à ce que la publication soit brusquement interrompue !

Autre exemple qui illustre l'inconscience des enjeux de la part de démocrates sincères mais obnubilés par des visions simplistes. Un caricaturiste célèbre, habituellement mieux inspiré et d'une grande finesse, présentait dans "Le Matin" (des années plus tard) un barbu porteur d'un grand couteau, étendu à terre assommé par un « patriote » « républicain ». Ce dernier se vantait de l'avoir assommé d'un coup de bouteille de « rouge ». La légende prête à l'auteur de l'exploit des propos éloquentes sans se douter que ces propos se retournent contre sa cause à la manière d'un boomerang, pour quiconque accorde de l'attention à l'immense majorité de ses compatriotes et non à un cercle étroit de gens "émancipés" : « J'ai abattu ce terroriste avec une bouteille de Mascara pleine ! On est des patriotes d'un genre nouveau ! C'est l'ONCV qui nous fournit les armes ! » Arme pacifique, dira-t-on de cette bouteille et de l'humour qui l'accompagne ? Mais mesure-t-on assez à quel point cette tournure d'esprit et cette conception des « Lumières » sont porteuses de malentendus ravageurs au sein de l'Algérie profonde ?

Fort heureusement, l'engagement des hommes en armes en autodéfense pour la sauvegarde de leurs familles et de leur village, la résistance massive des enseignants et écoliers, des hommes et femmes de la Santé, des ouvriers salariés et des paysans pour leur travail et leur gagne-pain, des journalistes, gens de culture et de savoir, ont eu un état d'esprit et des motivations autrement plus efficaces et partagées par les couches populaires dont les basculements ont finalement pesé lourd dans les événements !

En fait n'y avait-il pas plutôt chez l'assommeur par bouteilles ONCV une dose de douce et confortable inconscience élitaires, non corrigée par une culture politique à la hauteur de la gravité du problème. Difficile d'interpréter autrement les attitudes et propos de ceux qui se contentaient de se faire ainsi plaisir à eux-mêmes et à leur cercle restreint sans en mesurer la portée. Ils ne soupçonnaient pas dans leur « modernisme » coupé des réalités, qu'ils tombaient dans des pièges que n'importe quel spécialiste de la communication moderne leur aurait conseillé d'éviter !

Que dire aussi du choix de caste (des « bien pensants ») fait par l'auteur d'un hommage rendu dans Alger républicain au grand poète et guitariste latino-américain Atahualpa à l'occasion de son décès ?

Dans l'immense répertoire du prestigieux Youpanqui, n'y avait-il pas autre chose à choisir et présenter à cette occasion que le chant, pourtant poignant, d'un paysan pauvre qui dans sa détresse rend Dieu (et non le système qui l'a ruiné lui et ses semblables) responsable de la sécheresse et de sa misérable récolte ?

Dans quelle planète vivons-nous, mes camarades, pour habiller à la légère nos revendications et aspirations fondamentales avec les habits d'autres cultures et civilisations pourtant respectables, mais avant tout fruit de leurs itinéraires historiques spécifiques ?

Dans des secousses aussi graves apparaît mieux l'importance de mener les luttes sociales et politiques avec les armes adaptées au socle national et à la culture des intéressés.

IL N'EST PAS FATAL DE TOMBER

JUILLET-AOÛT 1990 : DE QUELLE STRATÉGIE ANTICRISE L'ALGÉRIE AVAIT-ELLE BESOIN ?

<http://www.socialgerie.net/spip.php?article254>

DANS LE PIEGE ANTIDEMOCRATIQUE !

C'est ce qu'indiquaient les camarades familiers du travail militant dans les cités et les quartiers populaires, raison pour laquelle ils s'étaient inquiétés ou indignés de la déclaration de l'Exécutif du PAGS du 18 juin puis de celle du 18 juillet. [1] [2]

Ce que soulignait par exemple Sadek Aïssat dans sa lettre à la direction du 24 Juillet (déjà mise en ligne par « Socialgerie »). [3]

Ce dernier précisait notamment : *« A mon sens, le problème n'est pas d'apparaître à coups de communiqués dans la presse, comme les ennemis les plus déterminés du FIS, mais d'être par notre orientation et par notre action les alliés les plus déterminés du peuple. »*

Il me semble que l'orientation la plus juste aujourd'hui, la tâche vitale des communistes, c'est d'œuvrer à gagner la classe ouvrière et les couches les plus larges de notre peuple au combat pour la démocratie

Ce qui est grave, le plus grand danger pour la démocratie, ce n'est pas la présence du FIS, mais l'absence du peuple dans le combat pour la démocratie.

C'est sur cela que doit être fondée notre ligne, c'est cela qui élargira la base sociale du processus démocratique....

En tournant le dos à notre peuple, notre parti aura failli à sa responsabilité devant l'histoire ».

Il avait indiqué auparavant : *« Je considère pour ma part cette ligne comme défensive et poussant à la jonction, parce qu'elle en exprime le désarroi, avec la petite bourgeoisie occidentalisee. Elle nous coupe du peuple et de la réalité. .. C'est elle qui apparaît de façon élaborée et cohérente dans le projet de résolution politique et idéologique ».*(Fin de citation)

Je voudrais ajouter ici la raison profonde, qui selon moi rendait improductif et dangereux le choix de mener la lutte anti-intégriste sur l'axe principal du caractère constitutionnel ou non d'une organisation politique, ou sur sa non-conformité avec les énoncés des textes officiels proclamant la démocratie.

En d'autres termes était-ce un choix judicieux de déplacer la bataille sur le terrain juridique et légaliste en perdant de vue le terrain décisif et déterminant des réalités sociales et politiques.

Le problème s'était déjà posé avec le pouvoir instauré par le coup d'État anticonstitutionnel du 19 juin 1965, ainsi qu'avec les agissements des organisations politiques officielles qui contredisaient gravement les principes solennels proclamés dans la Constitution ou les « Chartes » de Tripoli et d'Alger.

La dénonciation de leurs violations était légitime dans son principe, tout comme l'étaient, en perspective, les appels au changement de régime politique ou à l'élection d'une Assemblée Constituante souveraine.

Ils ne pouvaient néanmoins remplacer ou rendre sans objet des programmes d'action et mots d'ordre réalistes comme objectifs adaptés aux conditions du court terme. Séduisants et cohérents intellectuellement, ces appels risquaient même d'accroître la démobilisation et l'attentisme s'ils n'étaient pas articulés avec des mots d'ordre plus sensibles à la majorité de la population, tant que cette dernière n'aurait pas saisi le lien entre son vécu quotidien dramatique et la nocivité dans les faits du système instauré.

Pendant vingt six ans après le coup d'État du 19 juin 65, les seules condamnations générales sont restées sans effet jusqu'à ce que mûrisse sur la base de l'expérience un état d'esprit résolument hostile au système subi.

Une grosse vague populaire a pu alors en 1988 balayer dans des conditions complexes et obscures les prérogatives formelles du parti unique. Sous une pression politique devenue massive et face aux contradictions du système, des changements substantiels ont été apportés DANS LES TEXTES par la Constitution de 1989.

Mais dans les faits, nombre de caractéristiques antidémocratiques précédentes ont subsisté sous l'égide d'un pluralisme formel, non ancré sur des changements suffisants dans les réalités et les mentalités de la base sociale.

Il ne suffit pas que les évolutions se fassent dans les couches dites « éclairées », telles qu'elles se sont exprimées par exemple dans certaines études élitistes des Offices stratégiques officiels.

L'une d'elle envisageait en filigrane une espèce de démocratie à deux vitesses. C'était une variante « soft » et très atténuée, mais entrant dans la même logique coupée des réalités, que le projet Donquichottesque de partition de l'Algérie, avancé par le FAM dans son opération commando contre le PAGS de janvier 92.

Autrement dit, sans nier l'utilité des références juridiques et légalistes, la constitutionnalité et la démocratie ne se décrètent pas. C'est dans les faits et par les actes qu'elles sont conquises et garanties, si elles sont enracinées dans le soutien populaire, qu'il s'agisse d'un pouvoir, d'une organisation, d'une décision administrative ou d'un comportement social.

CE QU'ENSEIGNENT LES FAITS

Si on veut faire mûrir les conditions de grands changements et même d'une rupture substantielle, les efforts doivent porter principalement à forger et accumuler les capacités de mobilisation en mesure de faire évoluer le rapport de forces politique à partir des aspirations et du niveau atteint par la conscience populaire. Du temps de la colonisation comme après l'indépendance, les mesures administratives répressives pouvaient temporairement rendre plus précaire le statut des organisations par rapport aux lois, y compris les interdire. Elles ont été totalement impuissantes à peser sur les évolutions politiques profondes. Pour ceux qui sont soucieux de gagner politiquement la majorité de la population, l'erreur la plus grossière est de croire que la population se détermine, y compris dans ses couches les plus instruites, par l'analyse des textes constitutionnels ou les critères d'une démocratie abstraite et les paragraphes d'un projet de société partisan.

L'habileté des politiciens anti-démocrates et antisociaux, tant du côté du pouvoir que dans la mouvance islamiste, a été de tout faire pour laisser penser à la majorité de la population que les courants démocratiques se trouvaient du côté du système en place. Ceux parmi les progressistes qui ont cru servir la démocratie en évitant de s'engager de façon autonome contre les atteintes aux libertés démocratiques quels qu'en soient les auteurs, sont tombés dans le panneau.

Il y avait pourtant des occasions quotidiennes d'éviter le piège et s'engager dans l'action au cœur de la population.

Un exemple significatif en a été l'absence délibérée de réaction de notre part contre le saccage d'un local de jeunes à Bou Smail, alors que le FFS appelait à une large action de protestation sur le terrain. Les anti-intégristes par fax et grands pamphlets estimaient que ces « petites actions » au jour le jour n'étaient rien par rapport à l'interdiction globale qu'ils enjoignaient au gouvernement de prononcer. Ils contribuaient ainsi à laisser dans le doute et l'attentisme prudent la majorité de la population qui observait les groupes islamistes imposer leur seule présence sur le terrain sans réaction ni du pouvoir ni d'aucune autre organisation démocratique.

Quand des camarades de la cité de Diar El Kaf défendaient le fonctionnement et le renouvellement démocratique du comité de locataires, ils étaient suivis par la majorité des sociétaires contre la prétention des militants islamistes de conserver le monopole de la représentation associative.

Quand des courants islamistes minoritaires de la cité de Sidi Ammar, habitée par de nombreux ouvriers et cadres du complexe sidérurgique d'El Hadjar, souhaitaient des actions de terrain communes pour isoler un autre groupe de meneurs islamistes sectaires, nos camarades étaient bloqués par les instances de direction sous prétexte que "tous les islamistes se valaient".

Malgré cette sérieuse carence sur le terrain, on aura remarqué qu'entre les municipales de juin 90 et les législatives de décembre 91, un million d'électeurs instruits par l'expérience de la gestion des APC n'ont plus donné leurs voix au FIS.

Le progrès n'aurait-il pas été plus important si durant ces dix huit mois les forces démocratiques avaient initié, de préférence ensemble, des milliers d'actions sur le terrain, confirmant leur autonomie et leur proximité des aspirations populaires ?

Toutes ces actions étaient possibles avant 1992 si les directions en avaient compris l'importance politique et écouté la base sans être paralysées par des considérations politiciennes fallacieuses. Nous n'étions pourtant pas encore dans les années de feu de la décennie 90.

(Je préciserai une autre fois comment une possibilité exceptionnelle d'une grande action commune d'envergure nationale, a été gâchée au cours du mois de mai 1990 par les réticences de l'ensemble des courants et organisations se réclamant de la démocratie mais limitant jalousement leur action à la leur propre.

J'estime que cette action unie (malheureusement non réalisée) aurait pu influencer positivement sur l'évolution de l'opinion)

Même dans les années sanglantes de cette décennie, la preuve a été faite que le tournant s'est opéré vers la défaite politique du terrorisme à partir du moment où la majorité de la population a pris conscience que le projet et les modes d'action de la formation islamiste dominante (qui cautionnait les actes terroristes ou en avait une appréciation équivoque), loin d'être libérateurs, s'opposaient à leurs aspirations au travail, à l'enseignement, à la santé, à la dignité, à la culture, à la paix civile. Ce sont des motivations et des préoccupations déterminantes, qui gagnent à dépasser le stade des proclamations et slogans.

Durant la guerre de libération, le PCA avait constamment appelé, et il l'a rappelé avec insistance dans ses lettres au GPRA de 1959, à engager avec plus d'intensité un tel travail politique et social.

Le tournant de décembre 1960 a été le fruit des initiatives de la base militante et populaire qui ont pris conscience de capacités et d'orientations que les appareils du FLN avaient majoritairement sous-estimées.

Mais en 1990, au moment de la montée de la crise nationale, même des militants communistes n'ont pas fait suffisamment ce travail.

Soit parce que dès juillet 90, nombre d'entre eux se sont éloignés ou marginalisés en protestation contre la direction, soit parce que les autres ont été désorientés ou contrecarrés par des appareils qui les appelaient à baisser les bras en attendant le grand « clash » qu'ils leur promettaient en sous-entendant des sources mystérieuses.

C'est surtout dans le domaine social que le tort le plus grave a été porté aux mobilisations clarificatrices. On a abandonné à eux-mêmes ceux qui au lendemain des élections municipales venaient spontanément nous dire que leur vote pour le FIS était dirigé contre le FLN et n'avait entamé ni leur engagement ni leur sympathie envers le mouvement social dont le PAGS était un des symboles.

L'A. R. P. I.

(Avant projet de résolution politique et idéologique)

UNE BAUDRUCHE « IDEOLOGIQUE » ERIGEE EN STRATEGIE

Nombre de camarades, perplexes et troublés, se sont posés la question après les municipales.

La position imposée sans réelle discussion à la base du parti face à la montée d'un islamisme politique agressif était-elle le fruit d'une stratégie nourrie à des bases de principe cohérentes et enrichies par les leçons de l'expérience nationale et internationale ?

Les promoteurs de la RPI tentaient bien avant le mois de juillet de le faire croire en noyant le poisson et en invoquant la rénovation du communisme tel que l'incarnait alors Eltsine.

Ce dernier était alors la "coqueluche", la grande vedette selon nos chefs de file « modernistes », qui l'invoquaient beaucoup plus que Gorbatchev et même en faisaient une idole, le modèle d'un nouveau style qui allait sauver et révolutionner le mouvement communiste.

Je n'aborde pas ici le fond de cette arnaque et de ses arguments fallacieux, pour affirmer seulement qu'elle n'a été que l'habillage idéologique destiné à rendre « hallal » une opération de déstabilisation organique au service d'un plan de renforcement d'un des clans du pouvoir à la faveur d'une situation nationale et internationale inquiétante pour l'Algérie.

Les événements de l'année comme ceux des années suivantes le montreront.

Tous les arguments avancés à cette époque avec des prétentions d'ancrage marxiste, ont fluctué en permanence, soumis à chaque moment aux impératifs étroits et conjoncturels, aux intérêts, aux analyses et aux directives momentanées des services commanditaires de la déstabilisation.

Observons par exemple les pirouettes successives de celui qui fut l'architecte du fiasco retentissant du FAM de janvier 1992.

Le moment le plus significatif et révélateur de ses incohérences stratégiques, se situera quatre ans après sa première volte-face opérée en juin 90, c'est à dire aussitôt constaté l'échec de son approche de participation "active" qu'il préconisait avant les élections municipales.

Sa nouvelle pirouette, pour raisons de service, se produira en effet en juillet 1994. Dans un quotidien national, il préconise alors ce qu'il appelle « un nouveau combat ». [4] et Dans ce texte, il préconise des orientations aux antipodes de ses positions ultra-sectaires et hermétiquement fermées de 1990. Il défend avec la même assurance, comme étant, sans discussion aucune, la solution miracle, un point de vue "plus raisonnable" qu'il diabolisait auparavant de façon véhémement et avec des accents haineux.

Dans la situation de 1990 où il était possible encore et vital de conjurer le risque de fitna nationale tragique et préserver les chances d'une paix civile, lui et ses adeptes prétendaient qu'il fallait aiguïser jusqu'au bout les contradictions (ceci présenté comme la quintessence du marxisme).

Il pourfendait tout compromis ou position différenciée envers l'ensemble des mouvances islamistes, toute alliance avec quelque courant ou organisation démocratique que ce soit si elle n'adoptait pas son point de vue à lui.

Il condamnait comme trahison nationale toute position qui préconisait la lutte et des efforts politiques, socio-économiques et culturels pour une solution pacifique des graves conflits qui pointaient à l'horizon.

Il préconisait des orientations visant à briser un parti comme le PAGES porteur de mobilisation pacifique et un gouvernement comme celui de Hamrouche qui s'efforçait d'approfondir les réformes démocratiques, d'atténuer la dépendance envers les monopoles et de désamorcer les courants les plus agressifs et réactionnaires du FIS.

Que dit-il peu d'années plus tard, après que l'Algérie populaire ait été précipitée dans des affrontements sauvages par un pouvoir d'apprentis sorciers et un soulèvement armé professant des mots d'ordre aventuristes et obscurantistes.

Non vacciné par l'échec du FAM, il croit encore trois ans plus tard que tout le monde reconnaît la nécessité d'un grand parti de « projet de société » (le sien évidemment sur les ruines de tous les autres) afin d'appliquer une politique dont le seul énoncé (j'en ai été témoin) a stupéfié plus d'un parmi ceux qui avaient été influencés à l'époque par son projet flamboyant de modernité par le haut.

Que dit il en substance ?

Il dit que le combat le plus fondamental est celui qui vise le retour à une paix civile totale ;

Les Algériens, quel que soit leur regard idéologique ou politique, ont un intérêt vital au compromis pour la paix civile.

L'éventail des alliances contre le terrorisme et pour la paix civile doit être étendu avec audace même aux très larges forces qui, sans s'opposer au terrorisme, s'en démarquent pourtant de mille et une façons, même timidement, même avec inconséquence, même en chancelant à chaque pas en avant.

En fin de compte, conclut-il, le passage obligé commun à toutes les forces socialistes légalistes, dans leur diversité et même dans l'antagonisme de leurs projets de société particuliers, c'est un véritable front de la Paix civile...

Que s'était-il passé qui ait en ces deux années incité à une approche plus politique et plus rassembleuse ?

S'est-il produit une refondation théorique et idéologique qui amène les cercles de « M'khakh » (cerveaux) du pouvoir à brûler ce qu'ils avaient poussé véhémement à adorer ?

Non, tout simplement nous sommes en 1994 : les leaders va-t-en guerre « républicains » ou « islamistes » ont commencé à mesurer le gâchis survenu à la nation et à leur propre réputation, l'opinion internationale, y compris dans ses cercles laïques a évolué et pris ma mesure d'un certain nombre de réalités.

À contretemps et une fois les dégâts avérés, la situation a mis de plus en plus en demeure les pyromanes de tous les bords à chercher à se faire pompiers pour sauvegarder des intérêts de pouvoir et financiers.

La situation pousse les uns et les autres à revoir leurs a priori initiaux "d'éradicateurs" mutuels et à se faire "réconciliateurs". Et pour quelle réconciliation ? Celle d'un repartage des pouvoirs et des rentes, ou celle pour la solution des problèmes gravissimes de la nation ?

Pour la population, pour les démocrates, pour les partis et les associations, pour les communistes, l'enseignement, pour ne pas être les otages et victimes d'enjeux et de calculs concoctés par dessus leurs têtes,

- **c'est une fois de plus la sauvegarde de leur autonomie,**
- **une fois de plus la lutte pour déjouer les manipulations sur fonds de commerce idéologiques et identitaires,**
- **une fois de plus que les tâches sécuritaires incontournables des appareils d'Etat ne soient pas détournées de leur vocation d'être au service de la nation et de l'intérêt général,**
- **et que ces légitimes tâches sécuritaires de sauvegarde nationale et d'ordre public ne contrecarrent pas le processus d'instauration de la souveraineté populaire et de la citoyenneté,**
- **qu'elles respectent et encore mieux, qu'elles protègent les mécanismes démocratique de contrôle des affaires de la nation par les citoyens.**

(fin de cette partie concernant les deux démarches « stratégiques » opposées des protagonistes de la violence armée durant la crise, pour le malheur du peuple et d'une démocratie réelle et sociale)

Sadek Hadjeres,

juillet 2010

Notes

[1] [Lire la contribution de Mohammed KHADDA et de la CELLULE D'ALGER-CENTRE, du 2 juillet 1990, mis en ligne par SOCIALGERIE le 17 février 2010, sous le titre : "LE PAYS A BESOIN D'UN FONCTIONNEMENT DÉMOCRATIQUE..."](#)

[2] [Lire la lettre de Abdelkrim ELAIDI, du 20 juillet 1990, mis en ligne par SOCIALGERIE le 23 février 2010, sous le titre : "INQUIÉTUDES et ANALYSE D'UN CADRE DU PAYS : ..."](#)

[3] [Lire "SADEK AISSAT, SON APPROCHE SOCIALE ET DÉMOCRATIQUE, COURAGE POLITIQUE CONTRE HÉGÉMONISMES DE TOUS BORDS" mis en ligne par SOCIALGERIE le 17 janvier 2010](#)

[4] [Voir l'article "Le vrai combat", signé Hadj BAKHTAOUI, paru à la mi juillet 1994, original présenté ici en document joint](#)

**1990 : la "RPI" du PAGS,
BAUDRUCHE
IDÉOLOGIQUE
ET DIVERSION POLITIQUE**

QUEL CONTENU SOUS ETIQUETTE RÉNOVATRICE ?

Socialgerie article 258, le 20 juillet 2010

par Sadek Hadjerès

L' "Avant-projet" de la RPI se voulait une pièce maîtresse dans l'objectif global de ceux qui se présentaient comme "refondateurs" du PAGS.

Le texte se réclamait ostensiblement de son héritage d'un quart de siècle de parti national et de classe. Il reprenait formellement nombre de points forts de ce dernier, de ses espoirs et de sa volonté autocritique de progresser dans la voie de ses objectifs fondamentaux.

Mais comme le montrera le sort que ses promoteurs ont réservé sans état d'âme aux principes fondamentaux qu'ils continuaient d'exhiber, la résolution n'a été en définitive qu'un document manœuvrier.

En même temps, malgré son ambiguïté voulue, le document trahissait un penchant marqué sous prétexte de modernité, à épouser les thèses du capitalisme y compris néolibéral qui déferlaient à ce moment là sur le monde.

De sorte que son argumentaire alambiqué servira à ses inspirateurs, par des biais multiples, à justifier le moment venu leur volonté de liquider le parti et son projet socialiste et anti-impérialiste.

[Lire aussi à ce propos l'article 81 : "ISLAM, MODERNITE, LUTTE DES CLASSES en ALGÉRIE", mis en ligne le 24 septembre 2009 par Socialgerie, qui reprenait l'échange entre Sadek Hadjerès et des militants d'une fédération du MDS, à propos de la crise du PAGS

**LE PROJET DE « RPI » DE 1990
(RÉSOLUTION POLITICO-IDÉOLOGIQUE)
BAUDRUCHE IDÉOLOGIQUE
ET DIVERSION POLITIQUE DES FAUX
RÉNOVATEURS**

Un document fantomatique

Pourquoi ai-je parlé précédemment de document éphémère et fantomatique ?

Parce que, une fois réalisés les démantèlements organiques souhaités, la fonction manipulateur du document à double face était épuisée. Dès lors, il fut recouvert de la poussière du temps et de l'oubli, aux sens propre et figuré.

Habituellement, quand un document est jugé fondamental, il est l'objet d'études, de références, de séances de formation et de stages éducatifs.

Il n'y a rien eu de tout cela.

Libérés du souci de cacher leur jeu, les initiateurs du « grand monument idéologique » défendront ouvertement plus tard l'option libérale dans ses dimensions les moins acceptables pour les aspirations sociales et le destin même du pays.

C'est ce qu'on a pu lire dans un article du quotidien Le Matin, dans la première moitié des années 90, dont j'ai malheureusement perdu la référence et la copie. Si quelqu'un pouvait en retrouver la trace, cela en vaudrait la peine, ce fut un vrai monument érigé à l'ultralibéralisme capitaliste, du reaganisme ou thachérisme pour « sous-développés ». Le texte avait été présenté pompeusement par le quotidien comme génial, et prolongé le lendemain par une suite des plus brouillonnes. Son auteur (H. B) inspirateur et rédacteur principal de l'APRPI, préconisait dans "Le Matin" que l'Algérie sacrifie délibérément plusieurs générations malgré les souffrances populaires sous le talon de fer du Capital afin d'accéder au rang de grande nation moderne.

À cette thèse devenue rapidement poussiéreuse, s'est ajoutée la poussière matérielle qui a recouvert littéralement la presque totalité du stock des brochures censées au départ porter au loin le message du monde à venir.

Après la distribution initiale de deux à trois cent exemplaires environ des textes de résolutions, jamais personne n'est venu demander une seule des milliers de brochures entreposées et recouvertes d'une couche de poussière grise dans un sous sol. Jusqu'à ce que le propriétaire de ce dernier, excédé par l'encombrement stérile de son local durant plusieurs années, se décide à les livrer à la décharge publique.

Manœuvres en vue de la déstabilisation du PAGS

Un autre trait me vient en mémoire quant à l'objectif essentiellement manœuvrier du noyau d'initiateurs de la RPI. Il leur fallait beaucoup plus réussir à court terme une déstabilisation et une prise en mains du PAGS, que chercher à convaincre les militants en présentant franchement et clairement leur volonté de prendre des distances ou renier les objectifs du combat mené jusque là.

Ils avaient besoin, pour apparaître comme sauveurs, porteurs d'une alternative salvatrice face à des événements critiques, d'un texte dans lequel alternent les vrais acquis du PAGS et des affirmations floues, ambivalentes, difficilement accessibles à une réfutation directe.

L'énoncé de thèses abstraites, de postulats séduisants érigés en conclusions, c'était tout le contraire d'une démarche qui aurait permis des confrontations fructueuses à partir de données précises, accessibles à des évaluations concrètes et vérifiables pour les besoins des luttes en cours. Il était plus facile de qualifier ces besoins de populisme alors que la braise brûlait sous les pieds des couches appauvries de la population.

Le besoin de débats clarificateurs était qualifié d'archaïque face à la vérité Unique présentée sous label moderniste, avec comme pierre de touche une catégorie métaphysique, celle de l'opposition entre l'ancien et le nouveau.

Une suite de survols théoriques dans un langage ésotérique prétendait trancher par le haut en quelques semaines des problèmes complexes qui près de vingt ans plus tard font encore l'objet d'interrogations et de recherches en Algérie et dans le monde.

Il leur fallait en définitive miner les convictions enracinées par les luttes passées, mais sans choquer par des remises en cause brutales.

Dans le texte initial, beaucoup plus touffu et hermétique que celui qui a été livré ensuite (lui-même déjà lourd et laborieux), j'avais repéré trois ou quatre points essentiels. Quoique bien enveloppés, ils heurtaient radicalement des orientations fondamentales de la pensée marxiste, dont ils se réclamaient pourtant.

Je les ai alors soulignés au rédacteur principal du projet, croyant qu'il allait en débattre et justifier la remise en cause de ces principes.

J'ouvre à ce propos une parenthèse. Relever ces dérives signifiait pour moi constater et toucher du doigt des contradictions flagrantes entre les intentions affichées et le contenu des thèses avancées.

Il ne s'agissait pas de ma part d'un attachement dogmatique aux principes, j'estime que y compris ces derniers peuvent être discutés. Au sein ou en dehors du parti, ceux qui m'ont approché ou qui m'ont lu, savent à quel point je suis méfiant envers les dogmes et les a priori, que ce soit à travers les débats qui ont agité dans les années quarante le PPA dont j'étais militant actif, puis le PCA et le PAGS, et encore au milieu des années 80 à propos de la perestroïka soviétique. Je ne suis pas de ceux qui remplacent « les analyses concrètes des situations concrètes » par des citations de classiques aussi prestigieuses soient-elles.

Pas seulement par tempérament, mais par souci et par effort délibéré de tenter d'approcher les faits et les problèmes au plus près de leur mouvement dialectique.

Cela m'a valu à quelques reprises la prudence un peu méfiante de camarades sincères mais plus attachés à la défense des dogmes en tant que tels. J'en étais parfois gêné, irrité ou amusé, sachant que leurs craintes de laxisme « révisionniste » étaient infondées pour ce qui me concernait. Je comprenais leurs réactions de vigilance ou de repli face à tant d'attaques frontales ou sournoises que nous subissions, mais j'ai toujours été convaincu que la crispation n'est pas le meilleur moyen de les mettre en échec.

Je comprenais aussi qu'il n'est pas facile pour le sens commun d'admettre qu'en toute chose il y a un aspect et son contraire, unis et opposés à la fois et qu'on gagne toujours à examiner ces deux aspects avant de trancher.

Lorsque j'ai donc signalé au rédacteur principal les anomalies de son texte, susceptible d'interprétation contraires à l'approche marxiste dont il se réclamait, qu'a-t-il fait ?

Il s'est gardé d'argumenter sur les points précis que je lui signalais. Sentant le terrain incertain, il a tout simplement admis, comme une évidence : « *Pas de problème !* » Et il accompagne cette dérobade d'une « *grande concession* », totalement « *inattendue* » : « *je supprime plusieurs pages ou paragraphes avant et autant après chacun des passages incriminés* ». De l'air de dire, ça te satisfait ?

Ainsi le débat de fond sur des points cruciaux était évacué, c'était une « *transparence* » glauque, celle dont le caméléon Eltsine pratiquait à la même époque les vertus avant de dévoiler « *le faux jeton* » qu'il était.

Refus absolu de la réflexion collective

Je ne vais pas aborder ici l'analyse de la résolution point par point. Elle serait des plus fastidieuses pour un document de soixante dix pages serrées, bardé de lourdes abstractions dont il était évident que rares ont été ceux qui en ont fait une lecture complète.

Je préfère renvoyer ceux qui voudraient en savoir plus, à un document d'époque de Abderrahmane Lagha (Moumouh pour ses amis) qui avait entrepris une analyse détaillée du noyau socio-économique de l'ARPI. [La contribution de Abderrahmane Lagha a été mise en ligne par « Socialgérie », le 19 juin 2009, sous le titre : UNE DÉMYSTIFICATION DU DISCOURS ULTRALIBÉRAL "MODERNISTE" ET PSEUDO-MARXISTE, article n° 29.](#)

Abderahmane Lagha espérait malgré tout et sans trop y croire, à cause du contenu, que sa contribution serait diffusée et versée au large débat que les auteurs et partisans de la RPI disaient souhaiter.

Il n'en fut rien, ni avant ni même après le Congrès.

Pourtant, face aux importantes réticences constatées, la commission « *RPI et programme d'action* » du Congrès avait demandé à la direction « *la diffusion dans le parti de la synthèse des avis et contributions* » afin « *de permettre à l'ensemble des militants de tirer profit des acquis de la réflexion collective* ».

La commission « *Résolution organique et Statuts* » avait constaté de son côté après une vive et longue discussion « *autour de certaines questions de fond concernant la ligne stratégique du parti ... (que) le débat sur ces questions est resté ouvert, vu qu'il s'agit de questions théoriques et qui ne pouvaient être tranchées sur place.*

On relève aussi d'après quelques interventions, que le projet n'est pas parvenu à temps aux camarades, surtout la version arabe.

De nombreux délégués membres de la commission ont relevé :

1. *La difficulté rencontrée par les militants pour assimiler le projet*
2. *La faiblesse des débats et parfois même leur inexistence ».*

Censure et refus des contributions des militants

Quels que soient les arguments développés dans les différentes contributions, à coup sûr l'ensemble des militants et le parti auraient gagné à être pris à témoin des thèses des uns et des autres.

Le fait que la contribution de Lagha ait été écartée comme celle de beaucoup d'autres en dit déjà long sur les visées assignées à la RPI. Il fallait en faire un Coran intouchable qui cautionnerait l'entreprise de démolition engagée.

On écartait tout ce qui pouvait contribuer à démystifier, dans son noyau central socio-économique, le procédé consistant à combiner la phraséologie marxiste ainsi que les références à l'expérience positive du PAGS, avec les remises en cause insidieuses des fondements historiques du mouvement socialiste et communiste.

Le projet de démolition ne se déclarait pas ouvertement, il était feutré et insidieux comme cela se faisait au même moment en URSS par les Eltsine et ses comparses, que ses admirateurs algériens fervents portaient aux nues comme un nouveau Lénine.

L'objectif réel : le démantèlement du PAGS

À la fin de l'année suivante 1991, les masques tomberont dans les deux pays, du moins aux yeux des moins naïfs, dans le même mouvement et quasiment au même rythme.

D'un côté Eltsine, jusque là grande gueule activiste et « radicale » camouflée dans l'aile droite de la perestroïka soviétique, se fera le valet déclaré du démantèlement de l'URSS en décembre 91.

De l'autre côté, presque aussitôt après, le quinteron (ou la quintette ?) des Cinq du FAM qui après avoir d'abord mis du plomb dans l'aile du PAGS, décrétait qu'il n'y avait nul besoin en Algérie ni d'un parti communiste ni d'autres partis (sinon leur « Front » mais celui-ci ne verra même pas le jour, faute d'adhérents en dépit des milliers de bulletins d'adhésion imprimés sur Alger républicain).

Peu auparavant, durant l'été 91, le futur leader du Tahaddi avait ouvert carrément le chemin idéologique et, d'une façon plus sinieuse le chemin organique d'un démantèlement tout aussi délibéré. Il avait déclaré à la stupéfaction générale des communistes et des non communistes ou même des « anti », que le PAGS n'avait jamais rien eu à voir avec le communisme.

Quant à un des leaders sinon le leader principal du futur PADS, qui héritera plus tard de quelques ruines du démantèlement, il se réveillera seulement à ce moment là et se déchaînera en protestations indignées mais impuissantes contre le projet désormais non caché de liquidation du PAGS. Malgré son passé de défense de l'idéal communiste, il ne comprenait pas dans ces circonstances trop complexes pour son approche linéaire, ce qui lui apparaissait brusquement comme un « retournement » de la part de ceux qui avaient manipulé à qui mieux mieux sa fausse vigilance antiréactionnaire et ses visions simplistes et manichéennes tout en flattant ses espoirs de devenir leader maximo, "monter en grade" selon une de ses expressions favorites. Il n'y avait pas eu retournement des manipulateurs, il y avait bel et bien continuité d'un processus qu'il n'avait pas discerné quand il était temps, aveuglé par divers facteurs qu'il serait intéressant d'analyser. Il n'avait pas seulement durant près de deux ans, depuis janvier 90 (au lendemain des manifestations de femmes organisées par le FIS), non seulement cautionné moralement et politiquement l'opération anti-PAGS dans ses phases préparatoires et encore insidieuses. Bien plus, il s'en était fait ensuite un bélier zélé de la campagne de démolition de l'édifice du PAGS, initiateur de coups tordus et parfois hargneux quand les

promoteurs de la déstabilisation jugeaient plus habile de mettre en avant un « *PCA pure souche* » pour s'occuper des besoins les moins propres.

Mauvais gardien du temple d'une orthodoxie dans ce qu'elle avait de plus discutable, il n'avait pas discerné ce que beaucoup d'autres jeunes camarades avaient bien saisi, l'anticommunisme derrière une phraséologie pseudo-marxiste. Ne voyant pas plus loin que ses calculs d'apparatchik, il ne comprenait pas que dans une actualité nationale et internationale aussi délicate, il ne s'agissait pas avec l'opération « RPI » d'efforts salutaires de rénovation et de réajustement autocritique des orientations stratégiques, nationales et de classe, du parti.

La nécessité d'engager ces efforts ne faisait de doute pour personne, à part quelques dogmatiques ou conservateurs indémodables, dont faisait partie celui qui a apporté brusquement un soutien douteux à la prétendue rénovation. Mais une vraie mise à jour des orientations et des pratiques devait être l'affaire de plusieurs conférences nationales successives à préparer soigneusement, dans la plus grande écoute collective et le respect des opinions des militants engagés sur le terrain.

Or aucun bilan concret des orientations et des actions des vingt cinq années n'avait été encore fait, avec les témoignages vivants et directs de tous ceux qui auraient eu énormément à dire de vrai et constructif sur les vingt cinq ans écoulés, sans les écrans des cloisonnements organiques. Cela aurait permis des analyses critiques sérieuses et circonstanciées sur les orientations dogmatiques ou opportunistes qu'on aurait pu relever et sur le comportement des cadres et des collectifs aux divers niveaux de la clandestinité.

On n'a eu droit avec la RPI qu'à des appréciations générales, abstraites, au nom d'une modernité toute rhétorique dont, selon ces allégations, le PAGS (ainsi que le PCA auparavant) n'aurait pas tenu compte.

Et au nom de laquelle il serait nécessaire de remettre en question les valeurs et les intérêts essentiels des travailleurs et du socialisme comme doctrine et perspective .

Peut-on esquisser à propos de cette fameuse RPI des enseignements utiles aux nouvelles générations politiques ? Aujourd'hui, un constat objectif est fait, celui des dégâts, sans que soit encore établi le bilan approfondi des causes qui les ont produits ou favorisés. Les discussions, les échanges et les recherches restent ouvertes.

« Socialgerie » continuera d'y contribuer.

FORUM :

1990 : la "RPI" du PAGS, BAUDRUCHE IDÉOLOGIQUE ET DIVERSION POLITIQUE 21 juillet 2010 01:51, par Tighremt Cher monsieur,

Grâce à un militant, il m'avait été donné l'occasion de lire la RPI au moment de sa diffusion.

Au delà, des commentaires judicieux et pertinents que vous et certainement d'autres militants organisés lui aviez trouvée, et qui devaient être aussi partagés par un grand nombre, la chose qui m'avait personnellement le plus dérouté et navré, était le fait qu'un parti se proclamant le défenseur de la classe ouvrière puisse produire un texte aussi élitiste et incompréhensible pour la grande majorité et certainement pour ceux dont il était supposé défendre l'avenir.

Comme vous le préconisez, ce texte mérite toujours d'être étudié et revu pour déterminer le processus historique - et son corolaire - l'homme - qui a été à son origine. Il reste, néanmoins, un exercice littéraire à faire étudier par nos étudiants en littérature : un texte où avec des mots bien ronflants et bien balancés, on croyait cacher et rendre belles des horreurs contre son propre peuple.

Il était malheureux de constater que les rédacteurs de la RPI pouvaient être de belles plumes, mais politiquement injustes. Et ils venaient du grand PAGS !

Après cela, que pouvait-on espérer que le parti ferait pour le pays ? Nous vivons jusqu'à aujourd'hui la réponse.

Amicalement.

ASSEMBLÉE D'AOÛT 1990 : COMMENT ON ENTERRE UN DÉBAT AVANT DE L'OUVRIR

Sadek Hadjerès
socialgerie article 259
le 26 juillet 2010

La fin du mois de juillet et le début d'août 1990 ont vu chez les militants inquiétés par la crise de juin, se succéder un renouveau d'espoir, suivi très peu après d'une forte déception.

Comme pour tout ce qui concerne cette crise, le site "Socialgerie" évoque cette évolution dans ses grandes lignes et des aspects partiels.

D'autres précisions et compléments (concernant les acteurs, le déroulement des faits, etc.) figureront dans l'ouvrage plus détaillé qui poursuivra l'entretien réalisé avec moi en 2007 par Arezki Metref dans les colonnes du "Soir d'Algérie".

Il est possible aussi de consulter dès maintenant les contributions et documents d'époque déjà mis en ligne sur le site depuis un an.

Pour l'essentiel, en juin et juillet, les chances d'ouverture d'un réel débat militant existaient encore.

Tout avait été fait jusque là pour l'empêcher, le réduire à un simulacre en faisant mine d'ignorer la soif d'information et le mécontentement militant.

La majorité de l'exécutif national en place avait en effet publié vers la mi-juillet un nouveau communiqué dans le prolongement du précédent de juin. Sur un fond de proclamations abstraites, il ignorait les interrogations et les doutes exprimés par la base et par les cadres à l'assemblée houleuse de juin, qualifiée de simple assemblée « d'information ».

Plusieurs exécutifs régionaux provisoires avaient même refusé à cette occasion de diffuser le communiqué central.

Il devenait quand même difficile de passer outre à la volonté grandissante d'éclaircissements des militants.

ASSEMBLÉE D'AOÛT 90 : REFUS D'UN FRANC DÉBAT ET MÉPRIS ENVERS LES OPINIONS MILITANTES

Parmi les raisons qui poussaient à ouvrir enfin des débats utiles, il y avait notamment les faits suivants :

Une partie de l'exécutif central sentait la fragilité de l'argumentation qui avait consisté, à la mi-juin, à surdramatiser la situation nationale du moment, déjà elle même assez inquiétante. Aucun évènement grave au cours du mois écoulé n'avait justifié les injonctions alarmistes et l'urgence qui avaient été invoqués pour arracher une décision à l'esbroufe (pas un jour à perdre, disait-on pour forcer la décision, sans doute en conformité avec un scénario et un timing concoctés dans un des cercles ou des officines qui traversaient le pouvoir).

Chez ceux qui avaient d'abord cédé à un réflexe de panique, un début de clarification et de raisonnement s'opérait.

L'agressivité antidémocratique de la base activiste du FIS, comme les déclarations de plusieurs de ses porte-paroles, étaient bien réelles. Mais justement, nombre de militants PAGS ne comprenaient pas pourquoi des directives émanant de certaines hiérarchies de leur parti leur enjoignaient d'abandonner toute lutte sociale, politique et idéologique au sein de la population, en se bornant exclusivement à revendiquer l'interdiction administrative du FIS par les autorités.

Cela revenait à quoi ? En fait, à inciter l'ensemble des nationaux et de leurs organisations à laisser par des déclarations générales le terrain libre à l'offensive concrète des courants intégristes dans les media et surtout dans leurs activités de proximité intensifiées en direction de tous les milieux.

Il y avait pire : une interdiction du FIS, telle que préconisée dans les conditions particulières du moment (c'est à dire après son agrément officiel et son succès électoral) apporterait aux courants réactionnaires de cette formation un soutien plus grand des milieux, majoritaires dans le pays (bien au delà des cercles et sympathisants islamistes) auprès desquels le pouvoir était discrédité à cause de ses antécédents de gestion autoritaire et répressive.

La pression ouverte ou sourde de la base militante a donc finalement amené une partie de la direction à concéder au moins la tenue d'une assemblée ouverte au débat. Il était peu concevable de fermer cette voie, alors que la perspective d'un Congrès se dessinait (destiné dans l'esprit de ses promoteurs à cautionner dans la précipitation le forcing de juin).

En fait c'est une série de conférences nationales (thématiques et organiques) qu'il aurait fallu d'abord programmer, avec une sérieuse préparation démocratique de chacune d'elles. Néanmoins, avec l'annonce et l'approche de cette assemblée, j'eus l'impression que l'idée d'ouvrir le débat avait progressé et l'espoir semblait renaître chez les militants, même les plus désabusés.

LES TECHNIQUES D'ESCAMOTAGE REEMPLACENT L'APPROCHE POLITIQUE

Jusque là tout avait été fait pour que mon point de vue ne franchisse pas les murs de nos bureaux de réunion.

Comment interpréter alors qu'on venait de me proposer de présenter un rapport à cette assemblée dans lequel j'avancerais mes arguments.

J'ai cru sentir à certains signes que les partisans les plus autoritaires de l'alignement sur un clan du pouvoir avaient concédé un repli tactique à d'autres membres de l'exécutif plus réalistes ou plus soucieux de formes démocratiques. Dans leur logique, les membres du groupe autoritaire étaient convaincus que mon point de vue ne tiendrait pas, face au dilemme simpliste auquel ils réduisaient la situation : interdire immédiatement le FIS ou baisser les bras devant ses agissements et sa menace potentielle.

L'occasion était donc opportune d'exposer enfin largement mes points de vue bloqués ou sciemment déformés jusque là.

Mon opinion ne consistait en aucune façon à capituler devant les menaces des dirigeants islamistes ni de suivre aveuglément en tout les injonctions de clans autoritaires du pouvoir guidés par leurs propres intérêts étroits.

Il y avait nécessité, pour faire reculer réellement les tentatives d'intimidation des milieux les plus agressifs du FIS, de sensibiliser une grande partie de l'opinion populaire autrement que par les considérations institutionnelles abstraites qui ne pouvaient convaincre qu'une frange étroite de démocrates politisés.

Il fallait davantage mettre en avant les mots d'ordre concrets les plus rassembleurs et les plus accessibles aux différentes catégories de la population. Le vécu quotidien des dernières semaines montrait que des prises de conscience intéressantes s'opéraient sur cette base dans différents milieux plutôt indécis jusque là. Il s'agissait d'accompagner et d'amplifier ces évolutions.

J'ai pris le temps nécessaire à préparer le rapport demandé, en évitant de nombreuses contraintes protocolaires dont on m'accablait inutilement. J'ai veillé particulièrement à prendre en compte les différentes opinions apparues, afin d'encourager les échanges et le plus d'unité d'action possible entre les points de vue existants.

[Ce rapport est resté à ce jour inconnu des militants et de l'opinion. J'en ferai connaître plus tard le texte intégral).

On comprend que son contenu dérangeait les détracteurs qui n'avaient cessé de présenter une version caricaturale et totalement falsifiée de ma position.

J'ai alors constaté que dans la pratique, l'obstruction se poursuivait par des voies et des obstacles insidieux, inavoués, dans un climat de méfiance artificiellement attisé depuis les précédents débats houleux

Pour éviter que des membres du service technique invoquent des difficultés matérielles pour retarder ou rendre impossible l'impression de ce rapport (c'était devenu une pratique fréquente pour des textes émanant de moi-même ou de quelques autres camarades), je l'ai fait dactylographier par une camarade bénévole (xx). Plusieurs jours se sont écoulés après sa remise aux camarades de l'exécutif, pendant lesquels je leur ai laissé le temps de l'examiner en vue d'une discussion plus fructueuse. J'ai senti alors un flottement, des faux fuyants. Visiblement le contenu du texte gênait.

Mais au lieu de le discuter ouvertement, un prétexte fut trouvé pour tenter de le remplacer par un autre texte portant sur des problèmes plus généraux, préparé des semaines auparavant par un camarade de l'exécutif (je crois me souvenir qu'il s'agissait de (XX), responsable que j'estimais pour son sérieux, sa profondeur et ses qualités humaines).

Je ne me souviens plus du thème et je n'ai pas réussi à ce jour à retrouver une copie de ce document "de rechange". Dans sa généralité, il avait probablement son intérêt et méritait d'être discuté dans un autre cadre. Mais il avait peu de rapport avec l'actualité brûlante qui interpellait le parti sur des questions précises et exigeait une analyse serrée des faits. Pour l'assemblée prévue, il n'avait pas beaucoup à voir avec ce qui préoccupait concrètement depuis le mois de juin les militants et responsables.

J'ai présenté récemment à des camarades et amis le texte du rapport qui m'avait été confié et dont on avait escamoté même l'existence. Avec le recul du temps, ils ont mesuré avec amertume et révolte le préjudice causé par l'escamotage d'un fructueux échange.

Le document, quelles que soient les diverses opinions, aurait selon eux contribué à sauvegarder l'unité du parti et ses capacités de mobilisation sur le terrain, ainsi qu'une plus large crédibilité auprès d'autres formations politiques et sur la scène publique.

Enterrer le rapport qu'on m'avait expressément demandé, quel qu'en soit le prétexte, n'était pas seulement grotesque dans la forme, c'était inadmissible quant au fond. Les tenants de l'alignement bureaucratique et inconditionnel sur un clan de pouvoir se dérobaient à la confrontation ouverte devant les larges assemblées habilitées à débattre des orientations.

Pourquoi parallèlement n'avaient-ils pas soumis un contre projet réfutant concrètement et point par point l'analyse et les propositions que j'avançais dans le rapport, au lieu de s'en tenir à la trop facile appréciation péremptoire : ce n'est pas conforme à la "ligne" ? Je crois aujourd'hui saisir rétrospectivement une des raisons de leurs réticences. J'ai en effet pris connaissance, parfois des années plus tard, de lettres de militants ou cellules adressées à la direction et qui ne m'étaient pas parvenues. Ces documents, dont certains récemment publiés sur ce site, émanaient de militants et de cadres respectés pour leur engagement et leur sérieux. Il est vraisemblable que la convergence de ces avis avec mon propre point de vue avait fait craindre aux membres les plus sectaires de l'exécutif, une remise en cause massive de la dérive qu'ils avaient amorcée. Tous leurs efforts visaient en effet à faire croire aux militants que le premier secrétaire cautionnait leurs orientations simplistes, cependant que dans des cercles plus restreints, ils déversaient les calomnies de toutes sortes et les déformations de mes points de vue.

Ils préféraient se rassurer en leur cercle de convaincus pour justifier la dérobade : l'exposé n'est pas dans "la ligne" arrêtée par eux en juin juillet.

Mais qui donc était habilité à définir la ligne ? Quand cette ligne avait-elle été débattue ? Quelle légitimité de décision avait l'organisme exécutif provisoire en cette période de retour à la vie légale ?

Et même si un vrai bureau politique avait été élu, n'aurait-il pas été astreint régulièrement à soumettre les orientations proposées aux différents échelons du parti ?

J'ai compris à ce moment que les chances s'étaient amenuisées de parvenir à un vrai débat, à un minimum de fonctionnement démocratique. La suite confirmera que cette obstruction n'était malheureusement qu'un prélude, enrobé dans des prétextes douteux.

Ce qui s'est passé ensuite au cours de l'assemblée, sous des formes moins subtiles, dépassait ma personne et ma fonction. Il a concerné l'ensemble des militants dont on a méprisé ouvertement le droit à l'expression et tout simplement la dignité. J'avoue que dans un premier temps, comme beaucoup d'autres, je n'imaginai pas qu'on puisse dans le PAGS franchir ce pas de l'indignité.

INCROYABLE MAIS VRAI

J'assurais la présidence de l'assemblée. Je nourrissais malgré tout l'espoir que, quel que soit le texte servant de point de départ, l'actualité ramènerait au premier plan les considérations et les interrogations de fond, même si les jusqu'au-boutistes des solutions administratives s'acharnaient à les éluder.

C'est bien ce qui s'est passé : quand on veut chasser le fond, il revient au galop. Je sentais dans la vaste salle du « 5 juillet » les militants insatisfaits et impatients face au ronronnement des généralités et des lieux communs qui leur étaient servis.

La langue de bois ne parvenait pas à faire passer les affirmations et points de vue déjà arrêtés, martelés en guise d'analyse.

Brusquement, interrompant ce déroulement de platitudes, je perçus de gros remous qui agitaient l'arrière de l'assemblée. Cris et agitation se sont prolongés un long moment, détournant durablement l'attention générale. A première vue, plusieurs camarades étaient pris à partie pour leurs opinions et battus pour les empêcher de prendre la parole.

Je ne sus que plus tard, à l'interruption de séance qui a suivi, ce qui venait de se dérouler et manifestement continuait à soulever l'émotion et des discussions animées dans la salle. J'apprendrai avec encore plus de détails, le soir et le lendemain, la nature, les motivations et le comportement des protagonistes : la distribution d'un document ou pétition, rédigé par un groupe de camarades qui n'avaient pu jusque là trouver un autre moyen de s'exprimer. Ce document a été reproduit il y a quelques mois sur le site ; il contenait nombre d'analyses pertinentes à côté d'affirmations approximatives mais l'ensemble était un document sérieux, il méritait d'être connu et débattu. Je laisse à plus tard les dessous et les détails de cet incident, grave par ses motivations d'atteinte aux droits militants. C'est progressivement et des années plus tard que j'ai pris connaissance de l'ensemble des chantages indignes qui se sont exercés avant cette Assemblée d'août et jusqu'à son ouverture pour contraindre au silence des militants et responsables pleins d'abnégation comme Sadek Aïssat et d'autres et les punir du "crime" de n'avoir pas voulu se taire et se soumettre. Ces faits trouveront leur place dans un aperçu des méthodes qui ont été mises en oeuvre contre le PAGS et en son sein pour barrer la route à une transition démocratique au système et à l'esprit du parti unique.

Sans connaître à ce stade la raison de l'incident, j'étais néanmoins déjà certain qu'il n'était pas une diversion marginale, comme il peut s'en produire à l'occasion d'une tension, de malentendus, d'énervements rapidement dépassés entre des assistants surexcités.

Le heurt inadmissible n'était pas « hors sujet ». Il s'inscrivait directement au cœur du problème qui rongait et frappait de stérilité la vie politique de l'Algérie depuis longtemps.

Cette gangrène rejaillissait dans nos propres rangs alors que durant des décennies nous lui avions payé un lourd tribut pour l'avoir dénoncée et combattue. On cherchait à imposer à des militants venus librement à l'engagement partisan le bâillonnement de l'expression démocratique et de progrès.

On travaillait en somme à entretenir et nourrir l'incapacité à assurer des échanges et un débat bénéfiques, y compris entre militants se réclamant formellement de la même cause. Comme président de séance et premier secrétaire du parti, je ne pouvais admettre et supporter des méthodes que nous étions censés rejeter fondamentalement, quels que soient les points de vue ou les torts des intervenants.

Je le proclamai immédiatement et sans détour devant l'assemblée : je condamne ce genre de comportement ; tant que je présiderai et aurai cette responsabilité dans le parti, tout militant a le droit de s'exprimer librement en respectant le droit à l'expression de ses camarades.

Ce que je venais de souligner avait été accueilli avec soulagement par l'assistance comme le rappel, la reconnaissance d'une norme intangible, la norme d'un « parti de Droit », comme on dirait un « Etat de Droit », à qui le respect des règles de son fonctionnement sont source de confiance et de crédibilité.

Mais pour d'autres, que n'ai-je dit ! La mise au point avait été ressentie comme une déclaration sacrilège, une offense à « l'autorité » ! J'ai constaté à l'interruption de séance qui a suivi, qu'en rappelant ce qui devait être l'ABC d'un parti démocratique, j'avais écorché la susceptibilité de plusieurs membres de l'exécutif.

Ils me l'ont reproché avec véhémence : tu as laissé entendre que tu te désolidarises du reste de la direction !

J'étais stupéfait et répliquai : pourquoi donc ? Je m'attendais à ce que vous me félicitez et souteniez pour avoir rappelé les normes démocratiques que nous proclamons. Vous auriez du vous mêmes intervenir dans le même sens. Vous avez un avis différent ? Vous approuvez de telles méthodes ?

Rien ne pouvait les dissuader que mon appel à respecter la liberté d'expression des militants était dirigée contre eux. Les plus acharnés ne se rendaient pas compte qu'ils trahissaient ainsi leurs pensées inavouées.

C'était de leur part une façon implicite d'avouer qu'ils approuvaient ces méthodes, s'ils ne les avaient pas eux-mêmes inspirées.

J'eus ainsi confirmation de ce que les semaines précédentes avaient commencé à montrer.

Dans une situation politique du pays fortement instrumentalisée par les enjeux de pouvoir, le mode de pensée de certains s'était cristallisé et figé non seulement sur une conception antidémocratique de la vie du pays mais même sur la raison d'être de notre combat. Ils l'assumaient comme si elle devait devenir la norme naturelle et sacrée d'un parti comme le nôtre.

Il leur était insupportable que cette transgression de nos idéaux soit mise à nu et dénoncée à partir des faits.

La rupture était donc consommée, du moins à notre niveau, car comme on le verra, formellement et dans leur discours envers la base, les repentis de la démocratie révolutionnaire et de la démocratie tout court ne jetteront pas immédiatement le masque au grand jour.

DOUBLE LANGAGE, REPENTANCES ET ... RÉCIDIVES

Je fus aussitôt écœuré par ce que je considérai comme une "hogra" envers des militants sincères en quête de réponses convaincantes à leurs interrogations. Je n'admettais pas que des militants soient considérés "sans opinion" et astreints à l'obéissance au doigt et à l'œil comme si le PAGS devait être un parti de "chefs" ou de "patrons".

Ma décision fut prise sur le champ. « Je ne veux plus présider l'assemblée en cautionnant des actes comme ceux qui se sont produits. Si d'autres ont cette conception, qu'ils en prennent la responsabilité et l'assument ouvertement ! ».

Je ne me souviens plus qui, devant ma ferme décision, a proposé que (YY) prenne le relai ou si lui-même s'était proposé.

Depuis quelque temps en effet, une rivalité-complicité, une émulation dans la surenchère antidémocratique était apparue entre les quelques responsables qui voulaient se montrer têtes de file ou porte-paroles de la ligne d'une modernité à la carte pour le « salut du pays ». Ils rivalisaient de zèle autoritaire sous les regards passifs ou médusés d'autres membres de l'exécutif qui, même lorsqu'ils avaient leurs propres interrogations,

les faisaient taire face à des évènements ou une logique supérieure qui paraissaient les dépasser et leur conseillaient la prudence du 'ghir takhti rassi".

Le responsable de la commission organique semblait séduit et convaincu par la tâche de mater les "rebelles" et les inconscients. Son comportement en général plutôt affable s'était transformé depuis juin, il montrait une hargne particulière envers quiconque « haouess yefhem bezaf » (cherche à trop comprendre). Je n'expose pas ici les ressorts sinueux de cette brusque métamorphose.

A la reprise de l'assemblée, encore sous l'effet de l'indignation, je suivais à peine les paroles du nouveau président de séance. Je apercevais sa silhouette dans la posture et les gestes du tribun intraitable qui veut montrer sa poigne à l'assistance pour obtenir sa soumission. Peu après, des mouvements d'humeur dans l'assemblée ont attiré mon attention puis de sourds grondements entrecoupés de cris ont enflé pour se transformer en une large huée de protestation qui a empli la salle. Le « redresseur » avait probablement outrepassé les bornes du respect et les présents lui renvoyaient la monnaie, indépendamment de leurs opinions sur le fond.

Je reconnus à (YY) l'art de l'esquive puis la souplesse de battre en retraite. Car quand il eût changé progressivement de ton et transformé son attitude arrogante en professions de foi rassurantes, le mécontentement alla en décroissant jusqu'à ce que des applaudissements viennent souligner que la leçon donnée par la salle semblait avoir été bien comprise par son destinataire.

L'avait-elle été vraiment ? J'ai su quand nous nous sommes retrouvés pour le bilan, qu'il s'agissait seulement de la part du groupe d'un repli tactique pour noyer le poisson et terminer l'assemblée par des généralités, sans débat réel ni conclusion.

Je me trouvais ainsi le soir face à un groupe aux convictions autoritaires bien arrêtées, qui ne cherchait même pas à s'interroger sur les conséquences de leurs propres comportements auprès des militants.

Préoccupés avant tout de déverser leur bile contre moi, ils me rendaient responsable du désaveu infligé à leurs méthodes. Ils s'étaient habitués à n'aborder les problèmes rencontrés qu'en termes de manipulations, ils étaient persuadés ou feignaient d'y croire, que j'avais moi-même fabriqué la réprobation qui s'était exprimée envers leurs actes. Affirmation plaisante, alors que j'étais étroitement "marqué" dans chacun de mes gestes et déplacements. J'aurais été heureux si j'avais pu entrer en contact avec la base et les cadres comme je l'aurais souhaité. J'en aurais appris beaucoup de choses que je n'ai su que les jours suivants ou des mois plus tard sur certaines des façons dont ils avaient manigancé l'assemblée.

Au cours de cette rencontre houleuse du soir, les leaders de la conspiration politique ne se sont pas avancés directement pour me reprocher mon manque de « solidarité ».

Ils ont mis en avant deux ou trois de leurs auxiliaires, certains pas très au courant de tous les tenants et aboutissants mais attachés à eux par des liens de différentes natures ou par un profil psychologique sur fond de naïveté ou d'horizons limités.

L'un d'eux, (ZZ), se disait peiné et s'étonnait, sur le registre de la plainte et presque larmoyant, que j'aie rompu en public la cohésion du cercle dirigeant, moi qu'il avait connu comme ayant toujours défendu le droit à l'expression démocratique et la transparence dans les rapports militants !

Incroyable mais vrai ! Je suis resté ébahi par cette salade conceptuelle inattendue.

Curieuse conception du respect démocratique des opinions militantes, qui réduisait ce respect à la complaisance et à la complicité envers les coups tordus perpétrés par des cercles dirigeants qui faisaient tout pour étouffer la voix et jusqu'aux pensées des militants.

« Démocratie » à deux vitesses ! Tout permis au "premier collègue" des factions dirigeantes, mais bouche cousue, discipline aveugle et contraintes rigides pour les autres, la « piétaille » militante dont le mérite et l'abnégation se mesureraient à leur capacité de soumission sans une plainte.

Je croyais bien connaître (ZZ), ses élans généreux, son abnégation maintes fois prouvée, sa sensibilité humaine et sa curiosité intellectuelle, desservies néanmoins par la quête mécaniste d'absolus idéologiques ou de tutelles symboliques, à l'ombre d'un chef, un "patron", d'un directeur de conscience, d'une

personnalité spirituelle ou culturelle faisant autorité. Une subjectivité frisant parfois la candeur et des ressorts intellectuels déroutants qui l'ont exposé maintes fois à des impairs et des déboires dans ses relations militantes ou humaines, dont il a décrit lui même quelques unes avec sincérité.

Mais cette fois, c'était le comble ! Sa "sortie" aux accents pathétique pour regretter ma prise de position m'a surpris, contrairement aux impairs dont il était coutumier le plus souvent en toute bonne foi . J'ai mieux compris à travers sa réaction les conceptions perverses et les dérèglements provoqués dans des milieux théoriquement marxisants mais environnés et débordés par les réflexes et les effluves idéologiques d'un nationalisme petit-bourgeois et les manigances des appareils d'Etat formés à la chasse aux courants démocratiques et sociaux conséquents.

Comme cela se déroula en Russie, la montée réactionnaire et la crise progressiste ont fait émerger des cercles élitistes, les uns sincères mais dévoyés et d'autres parfaitement conscients, qui ont chevauché abstraitement la « perestroïka » pour marier dans les faits la dérégulation économique libérale sauvage avec l'autoritarisme intérieur absolu et la dépendance servile ou consciemment assumée envers l'impérialisme US. N'a-t-on pas connu dans ce grand pays des leaders à la Eltsine, qui après avoir claironné un communisme "pur et dur", ont fini par faire tirer au canon sur le siège de la Douma dont la majorité des députés protestaient contre son ascension dictatoriale et anti-populaire et réclamaient le plein exercice de la souveraineté parlementaire ? Pas étonnant que ses quelques émules algériens, qui l'ont élevé au rang d'idole, ont été parmi les maîtres à penser et les initiateurs les plus conscients de l'entreprise de dislocation du PAGS. Les premiers à se désoler, au cours de Assemblée qui les avait désavoués, que les militants sincères protestent contre les assauts d'une caporalisation venant de l'intérieur après les décennies de caporalisation que le système de parti unique avait fait subir à la nation. Les premiers aussi à considérer la démocratie comme un luxe pour l'Algérie, tout comme le faisaient à l'autre pôle du champ politique ceux qui diabolisaient la démocratie comme "kofr", un acte d'hérésie et d'apostasie.

Paradoxal et surprenant en apparence fut, après cette assemblée, le comportement de (WW) qui joignit ses invectives (ce n'était pas la première fois) aux partisans du libéralisme et des futurs repentis du communisme, alors qu'il défendait avec ferveur et sincérité les vertus du communisme, non sans dogmatisme toutefois, qui dans ses fonctions ira en s'accroissant au fil des années. Il n'y a en fait pas de paradoxe : la vision foncièrement antidémocratique et bureaucratique de la situation traversée par le pays et le parti le mettait en cohérence avec la caution sans faille d'« ancien »(en pointe même dans certaines besognes) que je n'analyse pas ici, qu'il n'avait cessé d'apporter à l'entreprise de déstabilisation du PAGS depuis janvier 90 et qu'il maintiendra pendant deux ans, jusqu'à ce qu' après la disparition du PAGS en 1992 il constatera les résultats de son alignement, sans pour autant amorcer le moindre signe d'autocritique pour le zèle aveugle qu'il avait déployé dans cette démolition.

Au total, l'assemblée d'août a marqué un tournant. Il restait à en tirer des leçons quant aux perspectives d'un « Congrès » qui s'annonçait sous des auspices fortement antidémocratiques.

*Sadek Hadjerès
socialgerie article 259
le 26 juillet 2010*